Le Mensuel de

L'Observatoire de l'islamisation

N°6 Avril 2012 Dirigé par Joachim Veliocas

Sommaire

Le grand entretien avec

Hamid Zanaz.

> Présentation de son livre « L'islamisme, vrai visage de l'islam »

> L'islamophobie ou peur raisonnable de l'islam ?
Pages 2 à 5

L'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF)

> Et si ils avaient déjà gagné?

> Analyse du mouvement : origines, personnalités, influences, écoles et mosquées.
Pages 6 à 11

Les Frères Musulmans dans le texte (3)

> Le « Droit du Jihâd » par Yussuf Al-Qaradawi.
Page s 12 et 13

Le « Projet » des Frères Musulmans en Europe:

> Le document trouvé chez le banquier des Frères Musulmans en Europe, Yussef Nada, intime du père de Tariq Ramadan et Qaradawi.

> Reproduction intégrale du mode d'emploi de la conquête de l'Occident.
Page 20

Syrie

> L'armée Syrienne Libre: composition et influences.
Page 23

Histoire : naissance du Wahhabisme (partie 1)

> Du « pacte de Nadj » au pacte pétrolier américain.
Page 25-27

Editorial par Joachim Véliocas

Un premier tour islamo-vigilant

Durant la campagne, les thèmes liés à l'islam, s' ils n'ont pas été les principaux (et heureusement, notre premier souci étant économique) se sont régulièrement invités : piscines non-mixtes, viande halal, le salafisme avec Mohammed Merah, et enfin l'UOIF avec six prédicateurs criminogènes privés de visas. Sur ce dernier point, c'est grâce à un article de l'Observatoire de l'islamisation daté du 19 mars (un kilo de "j'aime" sur Facebook), repris par des associations juives puis par un communiqué du FN que le gouvernement a été acculé à la réaction. Nous nous félicitons d'être devenus un média influent et incontournable sur la question islamique. Le livre *Ces maires qui courtisent l'islamisme* (éditions Tatamis,2010), cité par le journaliste du *Figaro* Ivan Rioufol le 4 avril pour illustrer la complaisance de certains politiques avec le totalitarisme vert, est en cours de réimpression.

La dernière ligne droite de la campagne, avec les opérations du parquet antiterroriste contre des dizaines de salafistes, des expulsions d'imâms, le durcissement de ton de Nicolas Sarkozy envers l'UOIF, et le professionalisme de Claude Guéant , ont marqué un tournant dans le traitement de la question islamique. On a enfin retrouvé un ton "pasquaien", l'ancien ministre de l'Intérieur -quelque soit ses défauts par ailleurs- avait su gérer l'après attentat de St-Michel en 1995 avec un traitement préventif, en interdisant Qaradawi de séjour (ses livres avec) et en éloignant ou internant bon nombre d'islamistes ("*il faut terroriser les terroristes*"). A l'époque, Madame Pasqua avait reçu un port d'arme et s'entrainait, les menaces étaient déjà bien réelles...

Après un quinquennat plein de désillusions, une désindustrialistaion continue, une insécurité non jugulée, une immigration toujours non maîtrisée, celui qui a voulu un débat sur l'identité nationale, puis un autre sur l'islam, tout en se faisant traiter de "raciste" et d'"islamophobe" (accusations grotesques), qui a interdit le voile à l'école et la burqa suscitant les cris d'offraies des évêques et de la gauche, a atteint 27% des voix. Ce n'est pas rien, surtout avec en embuscade un Bayrou au discours économique convaincant et un Dupont-Aignan très virulent .

Marine Le Pen, qui a un discours sur l'islam plus courageux -et surtout cohérent- en demandant l'interdiction des Frères Musulmans de l'UOIF, et l'arrêt de l'immigration de peuplement, atteint un très bon 18%, ce malgré la circonspection de l'électorat de droite quant au retour au Franc et les sorties guignolesques du père.

Soit 45% d'électeurs islamovigilants, sans compter les voix de Nicolas Dupont Aignant (2%) lui aussi ferme sur la laicité.

Autant dire que l'Observatoire de l'islamisation aura toute sa place dans la construction des débats à venir, et qu'il est déjà un outil de décision pour ses 60 000 visiteurs uniques mensuels, dont nombre de journalistes et conseillers politiques.

Il ne nous manque plus qu'à dépasser le cap des 200 abonnés au mensuel, afin d'assurer notre pérennité. Notre France le mérite bien, que ceux qui nous soutiennent soient ici remerciés.

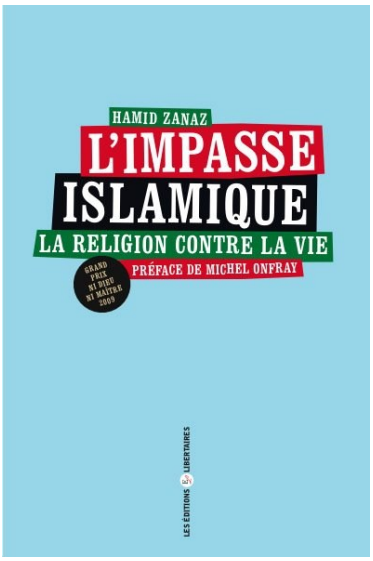
www.islamisation.fr

Le grand entretien

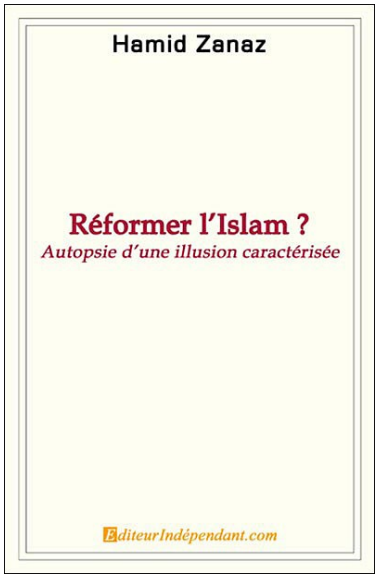
Hamid Zanaz

Traducteur et journaliste indépendant, **Hamid Zanaz** collabore à différentes publications arabes et françaises. Contributeur permanent à la revue de la ligue des rationalistes arabes, *Al Awan*, il donne aussi des conférences sur l'islam Il est l'auteur de nombreux essais, tant en arabe qu'en français, sur différents problèmes sociétaux touchant à la sexualité, à la politique ou à la science dans le monde islamique.

Ouvrages parus:



L'impasse islamique, la religion contre la vie, préface de Michel Onfray, Octobre 2009, paru chez Libertaires



Réformer l'Islam? Autopsie d'une illusion caractérisée, Editeurindépendant.com, mars 2008

En arabe :

Réponse décisive aux intégristes, Dar Saqui, Beyrouth, 2009

Le sens et la colère, introduction à la philosophie de Cioran, éd. La maison des sciences arabes, Beyrouth, et Ikhtilaf, Alger, 2009

Vient de paraitre en mars 2012:

Question: Pouvez-vous vous présenter ?

Hamid Zanaz: Je suis citoyen du monde, né arabe en Algérie. J'ai enseigné la philosophie à l'Université d'Alger jusqu'en 1989. J'ai quitté l'enseignement pour travailler dans la presse indépendante naissante. Je vis en France depuis 1993., je suis aujourd'hui traducteur et journaliste indépendant. J'ai commis quelques essais tant en Arabe qu'en Français, sur le danger islamiste et la nécessité de la séparation entre la religion et la vie publique. D'ailleurs un de mes livres s'intitulait : L'impasse islamique, la religion contre la vie. En Arabe j'ai publié « Réponse décisive aux obscurantistes ».

Avez-vous reçu une éducation islamique durant votre enfance? Si oui, qu'est-ce qu'on vous a appris?

Bien sûr, comme tous les enfants dans le monde islamique. L'éducation islamique est obligatoire dans tout le cursus scolaire. Personne n'y échappe. On a tout appris ! Comment faires ses ablutions, prier, jeûner, défendre l'islam, et même comment préparer le mort, la façon de le laver avant l'enterrer. Je me demande comment je ne suis pas tombé dans l'islamisme, après tout ce lavage systématique de cerveau.

Comment avez-vous vécu la guerre civile des années 90 en Algérie ?

Cette terrible tentative d'islamisation par la violence en Algérie a montré une chose : la religion est toujours néfaste et peut toujours mener au désastre.

Peut-on mesurer le poids du courant rationaliste et pro -laïque en Algérie ? Est-il structuré ? Peut-il exister sans craindre les pressions islamistes ?

Il est très difficile de parler d'un courant rationaliste structuré en Algérie. Mais, des rationalistes, des laïcs, des athées, des agnostiques… ils sont nombreux, même s'ils vivent leur liberté de conscience dans une certaine clandestinité. Il ne faut pas oublier que la culture ambiante est quasiment islamiste. La société algérienne s'est gravement islamisée malgré la défaite militaire de l'islamisme !

Votre livre "l'islamisme vrai visage de l'islam" est-il diffusé en Algérie ?

« L'islamisme vrai visage de l'islam », un titre comme ça n'a aucune chance d'être distribué en Algérie, ni dans aucun autre pays musulman !

Les médias ont-ils parlé de votre livre?

Hormis Ivan Rioufol dans les colonnes du *Figaro*, et quelques sites laïques, aucun journal n'a soufflé mot jusqu'à présent. Mais je ne suis pas surpris du tout, il n'y a plus de journaux dignes de ce nom en France aujourd'hui. Ni radios ni tv d'ailleurs.

En quoi l'islamisme radical ne serait pas une déviance de l'islam dit du "juste milieu" ?

Bien malin celui qui prétend trouver une différence essentielle entre l'islamisme radical et cet islam dit du 'juste milieu' !
L'intégrisme est d'ailleurs inscrit dans la nature de toute religion, c'est son essence même. Cet islamisme radical est le fils légitime de l'islam. C'est le résultat logique que portait dans son ventre sa vision théologique du monde. En d'autres termes, il y a un seul Coran et donc un seul islam. Les islamistes radicaux et les autres musulmans utilisent les mêmes versets dans leurs prières. Le verset suivant est -il destiné uniquement aux intégristes : « *O prophète ! Incite les croyants à faire la guerre! Vingt braves d'entre eux terrasseront deux cents mécréants. Cent en vaincront mille parce que les incrédules ne comprennent rien. » ?*

Que vous inspire le soufisme qui est présenté comme un mysticisme sympa en France ?

C'est toujours le même corpus de textes et des rites incompatibles avec l'esprit de la modernité : les droits fondamentaux de l'homme, l'égalité entre les sexes, la liberté de penser, de croire ou ne pas croire etc.. Soufisme ou pas, la source reste identique, et le problème entier. Il y a qu'une seule solution : expurger ces textes fondateurs de tout ce qui en fait une idéologie incompatible avec l'esprit des Lumières.

Quels sont les principaux mouvements islamistes en Algérie, politiques ou sociaux ? Ont-ils des ramifications en France ?

Faute de sondages crédibles, il n'est pas facile de décrypter la situation. Mais les islamistes du MSP (Mouvement de la société pour la paix), les Frères Musulmans algériens, occupent le terrain médiatique et associatif. Et ils sont présents dans toutes les équipes gouvernementales depuis plus d'une quinzaine d'années. Ils ont toujours présenté des candidats en France à l'élection législative algérienne.

La Grande Mosquée de Paris, fédération de 700 mosquées en France, semble donner tous les gages de bonne convivialité avec la France, peut-on faire confiance à son expérience et autorité pour encadrer un islam tolérant ?

Quelle est la nature de cet islam tolérant encadré en France par ces mosquées et associations ? Ces associations ont des buts que les politiques et le medias ne connaissent pas ou ne veulent pas voir. Si rien n'est fait, le musulman formaté en France par ces institutions en vient un jour ou l'autre à poser des questions aux politiques telles que : Allah m'a autorisé à prendre quatre femmes, pourquoi me l'interdisez-vous ? Pourquoi n'appliquez-vous pas le droit pénal coranique au moins dans les territoires où se concentrent les musulmans ?
Pour le dire sans détour, ces mosquées sont en train d'entretenir le problème. Calme relatif aujourd'hui peut-être, mais crise certaine demain.

L'université islamique de Constantine est la plus prestigieuse d'Algérie. Qu'y apprennent les étudiants ? Averroes, Avicenne, Al-Farabi ? Quelle charia ? Des sciences humaines et sociales ?

Rien de tout ça. Tout tourne autour de la charia et comment l'appliquer ! Comment démontrer la supériorité de l'islam ? Le propager puis l'imposer ? Il y a un laboratoire des études de la foi et la différence entre les religions, un autre sur les études chariatiques, un troisième sur les techniques de la Da'wa (prosélytisme) et communication etc…
En un mot, cette Université est une arme au service de la vérité coranique, comme toutes les universités de ce monde arabo-islamique.

Comment voyez-vous la situation évoluer en France ?

Entre l'islam et la République, ce n'est pas d'un match amical qu'il s'agit, mais un conflit ontologique. La collision entre le Moi islamique et le Surmoi républicain est inévitable. Sans le retour à une laïcité rigoureuse, le 'vivre ensemble' reste toujours menacé.

Extrait de *L'islamisme, vrai visage de l'islam*, page 45 :

« *L'islamophobie ou peur raisonnable de l'islam ?*

La peur de l'islam serait-elle devenue vraiment un comportement culturel en France ? C'est ce que titrait le journal arabophone Al-Khabar hebdo après une interview avec un propagateur français du vocable, Vincent Geisser, celui qui a voulu dérouter les lecteurs en donnant une image tronquée de la situation des musulmans en France, comme si ce pays était devenu leur tombeau ! Peur pathologique, comme le prétendaient l'interviewer et l'interviewé. On ne croise pas facilement en France des gens normalement constitués qui détestent les musulmans parce qu'ils sont simplement musulmans ou parce qu'ils détestent l'islam comme religion individuelle. Même la minorité raciste n'ose plus exprimer publiquement sa haine de l'autre. Les lois sont en alerte et les salauds de racistes sont punis par les tribunaux, vilipendés par les médias, et vomis par la société civile…

En revanche leurs homologues en terre d'islam sont comme des poissons dans l'eau. Non seulement, ils traitent tous ceux qui ne sont pas musulmans d'infidèles et d'ennemis d'Allah, mais ils appellent impunément à les éliminer de la surface de la terre. Et cela au vu et au su de tous et dans la presse officielle et les sermons du vendredi transmis par la télévision étatique. Qu'on ne s'étonne donc pas si, lors de la messe de la nuit de Noël 2011, des intégristes nigériens ont assassiné 40 fidèles. La secte salafiste Boko Haram veut ainsi forcer les chrétiens à quitter le nord du pays majoritairement musulman. De semblables violences ont lieu également, en Egypte à l'égard des Coptes, en Irak et dans d'autres pays musulmans où subsistent d'importantes communautés chrétiennes.*

Si les racistes occidentaux cachent leur haine par peur de la loi et de la bonne conscience environnante, leurs équivalents musulmans ne craignent ni la loi ni le ridicule ni leur coreligionnaires acquis théologiquement à leur cause. Ils avancent à visage découvert. Redisons-le, il suffirait aux Occidentaux d'ouvrir les yeux sur tout ce qui se dit sur eux, et sur les qualificatifs dont ils sont affublés dans les livres de musulmans, pour devenir tous hostiles au monde islamique. Le respect exigé par les musulmans n'est pas réciproque. Sur la chaîne Al jazeera et devant des millions de téléspectateurs arabes, un prédicateur saoudien déclarait, en conclusion à une série de conférences sur l'islam, don-

nées pendant plus de quatre mois en Europe : « Toute la civilisation occidentale ne vaut pas une seule poussière sous la chaussure de notre prophète Mohamed. »

** « L'éducation occidentale est un sacrilège »*

Hamid Zanaz, L'islamisme vrai visage de l'islam, éditions de Paris/Max Chaleil, Mars 2012, 9 euros. Page 45.

L'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF)

Et si l'UOIF avait déjà gagné ?

Ce titre peut paraître provocateur, mais beaucoup d'informations permettant de saisir la véritable dynamique de cette fédération d'associations islamiques n'ont pas été données par la presse, faute de place dans des articles courts formatés pour le grand public ou simplement par ignorance.

L'UOIF a certes essuyé un revers, après l'interdiction de territoire de six prédicateurs (grâce à un article de l'Observatoire qui a été partagé des milliers de fois sur Facebook dès le lendemain du décès de Merah), mais en quoi cela ferait baisser l'influence et la progression du mouvement ?

Aucunement, car **les axes de progression de l'UOIF ne sont en rien remis en cause:**

- 40 lieux de cultes supplémentaires par an sont affiliés à l'UOIF et 450 mosquées affiliées en 2012.

- Déjà plusieurs collèges et lycées sous contrat avec l'état ou non, à Décines, Lille, Marseilles, Vitry, de nombreux projets qui ne seront pas interdits.

- Les ouvrages de référence des Frères Musulmans sont disponibles dans toutes les librairies musulmanes et en vente en ligne.

- Les cheikh de référence, notamment ceux interdits de séjour, diffusent leurs idées sur les chaînes satellitaires arabes (*Al-Nas, Al-Arabya, Iqra, Al-Jazeera*…) et sur les sites internet incensurables.

- L'UOIF a les deux écoles d'imâms les plus fréquentés en France, l'IESH à Saint-Léger-du-Fougeret et sa nouvelle antenne à La Courneuve. Malgré les enseignements basés sur ceux du cheikh Al-Qaradawi interdit de séjour, qui y a donné souvent des « maste-class » aucun gouvernement UMP ou PS n'osera fermer ces centres islamistes.

A moyen et long terme il suffit de regarder la courbe de progression de l'UOIF dans le paysage islamique français pour comprendre qu'aucune raison ne limitera sa trajectoire.

Ces dix dernières années ont été dynamiques pour le mouvement, de très belles grandes mosquées, souvent avec minaret ont éclos : Mulhouse, Hérouville-ST-Clair (Caen), Nantes, Poitiers, Massy…

Et les projets de mosquées manquent pas, comme à Bordeaux où Alain Juppé a fait acheter pas sa municipalité 1 hectare afin d'en mettre 8000 mètres carrés à disposition pour une Grande mosquée pilotée par l'islamiste Tareq Oubrou de l'UOIF.

Les vannes grandes ouvertes de l'immigration (voir à ce sujet notre dossier sur le bilan migratoire des 10 dernières années) alimenteront sans discontinuer les mosquées de l'UOIF, c'est mécanique.

Et, admettons, ce qui est fort peu probable, que les 450 associations cultuelles rattachées à l'UOIF soient dissoutes. Ses membres créeraient alors d'autres associations sous d'autres nom et mettant soigneusement dans leur statut le respect des valeurs républicaines, et comme la justice ne fonctionne pas avec des procès d'intention ils auront toujours le bénéfice du doute.

Autre victoire des dirigeants de l'UOIF, ils ont tous obtenus la nationalité française, alors qu'ils sont tous -et encore grâce à la double nationalité- marocains, comme Fouad Alaoui, son ex président né au Maroc en 1961, ou Amar Lasfar de la mosquée de Lille Sud, né en 1960 également au Maroc et ayant été naturalisé français par la magie républicaine en 1997.

L'Union des organisations islamiques de France a été créée en 1983 par deux étudiants étrangers. Les initiateurs de cet embryon de fédération d'associations musulmanes que se veut l'UOIF sont trois étudiants originaires du Moyen-Orient résidant dans l'Est de la France : **Ahmed Mahmoud**, né le 5 mars 1947 à El-Minia en Egypte, Zuhair Mahmood ayant pour sa part vu le jour le 1° juillet 1952 à Mossoul en Irak, tous deux élèves-ingénieurs et **Mohamed Khaldoun Bacha**, né en 1955 en Syrie, terminant à ce moment des études de médecine à Besançon. Ils sont respectivement président de l'*Association des musulmans de France*, de l'*Association islamique de l'Est de la France* (AIEF) et du *Centre culturel islamique de Franche-Comté* (CCIFC).

A sa naissance, l'UOIF ne représente que six à sept associations faméliques en effectifs dont, outre celles qui viennent d'être citées, l'AMAM, le GIF et la *Ligue socio-culturelle islamique* à Lille. Le président de cette dernière, le cardiologue syrien **Mohamed Jammal**, connu pour son rôle au sein des *Avant-Gardes islamiques*, la fraction activiste de la branche syrienne des Frères Musulmans, deviendra même, le 8 juillet 1985, le trésorier de cette coalition, à laquelle, au fil des mois s'adjoindront quelques autres petits groupes islamistes aux effectifs tout aussi réduits.

Le 28 octobre de la même année, deux Tunisiens : **Ahmed Jaballah**, d'Antony en banlieue parisienne, frère du président du *Groupement islamique en France* et **Abdallah Ben Mansour,** membre fondateur et chef de file du GIF à sa création - à l'époque, il est le principal animateur du *Rang Islamique en France* - prennent les commandes de l'*Union des organisations islamiques en France*, respectivement en qualité de président et de secrétaire général. Cela correspond au transfert du siège de l'UOIF de Nancy à Amiens et à l'accentuation de son caractère cosmopolite.

En effet, en plus de ses créateurs Syriens, Egyptiens, Irakiens et Tunisiens, on note cette année là l'apparition

dans son conseil d'administration - qui ne comprend en 1985 aucun Français, même par naturalisation - d'un ingénieur yéménite vivant à Limoges : **Abderrahman Bafadel,** né le 9 avril 1948 à Hadramaout (Yémen du Sud).

26 ans après sa création l'UOIF est désormais présidée par un Marocain de Cenon, en Gironde, **Lhaj Thami Breze (photo),** né en 1957 à Dar El Gueddari (Maroc), qui se présente comme un spécialiste en sciences politiques. Jusqu'à cette nomination, il était essentiellement connu comme le principal animateur du *Conseil islamique de la région Aquitaine*.

Son arrivée en 1996 à la tête de la structure complexe qu'est devenue l'UOIF entraînera le départ du poste de secrétaire général d'Abdallah Ben Mansour, remplacé par un voisin à Cenon du nouveau président : Fouad Alaoui Bouarraqui, né le 30 septembre 1961 à Taza (Maroc). Ce dernier est le fondateur de l'UISEF, l'*Union islamique des sections des étudiants de France*, qui a vu le jour en 1989 à Bordeaux.

Jusqu'au milieu des années 90, l'UOIF s'appelait Union des organisations islamiques « en » France et non « de » France. Ce qui change tout. Cela change, de son point de vue, que la France est en passe de devenir une terre d'islam (*Dar al islam*). Il est vrai que lorsque l'on observe des mosquées sortir de terre tous les mois, que l'on trouve déjà normal que la charia soit appliquée dans les écoles (pas de porc dans les cantines) et dans les piscines (horaires spéciaux dans plusieurs villes), avec un *Aid el Kebir* férié concédé par une circulaire de l'Education nationale, on ne saurait leur donner tort.

L'UOIF est de tendance salafiste réformiste, c'est-à-dire le courant qui a inspiré les Frères Musulmans. La réforme prétend revenir aux sources de la foi du prophète, en recréant la société islamique des 4 premiers Califes, dit *Râshidûn* (bien guidés). Le mot salafisme tire son nom des pieux ancêtres (*salaf essalih*), compagnons du prophète.

Abdallah ben Mansour, l'ancien secrétaire général, assume totalement la filiation intellectuelle entre l'UOIF et les Frères Musulmans : « *Pour avoir une mosquée, il faut une association. Nous, les étudiants, nous étions les gens les plus lettrés de la communauté, nous avons créé les douze associations qui se sont réunies au sein de l'UOIF. Elles étaient pilotées par les étudiants parce qu'ils étaient l'élite des musulmans de France. Même s'ils n'en étaient pas membres, tous ces étudiants étaient issus de l'école, de la pensée des Frères Musulmans. Il n'y a pas de liens organiques entre les organisations qu'ils ont créés en Europe et les Frères, mais notre grille de lecture générale coïncide avec celle des Frères* »

(Entretien de Sylvain Besson avec Abdallah ben Mansour, 27 mars 2005, cité dans La conquête de l'Occident, le Projet secret des islamistes, Seuil, 2005, page 100)

Lors d'un entretien avec le journal algérien *l'Expression* du 16 mai 2002, Lhaj Thami Breze dut s'expliquer sur la présence au congrès de la même année, du chef des Frères musulmans algériens de l'époque, **Mahfoud Nahnah** (mort en 2003) dirigeant du Mouvement de la société pour la paix MSP).

« Votre organisation n'est-elle pas proche des Frères musulmans?

Nous sommes des Frères musulmans*, mais nous ne sommes pas les Frères musulmans. Tout le monde, à mon avis, doit être fier des Frères musulmans. Cheikh Nahnah a un mouvement de Frères musulmans. Les Frères musulmans représentent le renouveau. Nous sommes une tendance, un mouvement qui puise ses fondements, sa doctrine de la France indépendamment de toute appartenance idéologique ou politique.* ***Les Frères musulmans, nous les connaissons bien, sont le meilleur des mouvements qui existent.*** *Ils ont su bien s'adapter à la modernité et ils ont su aussi adapter le discours et la pratique de l'islam à notre époque. Moi, je pense comme Cheikh Nahnah qui est un personnage moderne et modéré.* »

Ainsi fonctionnent les Frères Musulmans à travers le monde, en associations autonomes sans liens organiques avec la direction générale basée au Caire, afin de s'intégrer nationalement et de ne pas pâtir de l'image sulfureuse des mouvements frères de l'étranger optant pour un activisme plus musclé.

Fouad Alaoui (photo), toujours secrétaire général de l'UOIF avoua par le passé que **Faycal Mawlawi**, chef de la branche libanaise des Frères Musulmans, la *Jaamat Islamya*, a *« longtemps été »* une de ses *« références religieuses »*. D'ailleurs, ce dernier avoue avoir aidé l'UOIF à ses débuts : « *J'ai contribué à la création des deux organisations, au niveau français d'abord, puis au niveau européen* » affirma-t-il au journaliste Sylvain Besson en parlant de la FOIE (Fédération des Organisations Islamiques d'Europe) coordonnant les associations nationales d'Europe.

Les Frères Musulmans tunisiens sont également présents au sein de l'UOIF. **Rached Gannouchi**, vainqueur des élections tunisiennes, est le fondateur en 1972 de la *Jama'a Islamia bi Tounes* (Le Groupement Islamique en Tunisie ou GIT*)*, qui devint l'expression locale du courant proégyptien au sein des Frères Musulmans. L'année suivante, un délégué est dépêché à La Mecque où se tient, conjointement aux cérémonies du pèlerinage, une des très rares

réunions ayant rassemblé les principaux responsables des divers courants divisant les Frères Musulmans.

A cette occasion, le représentant tunisien ainsi que son homologue algérien, le cheikh Mahfoud Nahnah prêtèrent - pour la première fois- le rituel serment d'allégeance (*El Baya'a*) au nom de leurs organisations, à celui qui était encore à ce moment le guide suprême de la Confrérie, l'Egyptien Hussein Al Houzaib.

Le 6 juin 1981, le GIT prendra l'appellation de *Mouvement de la tendance islamique* (MTI) qui se transformera en avril 1989 en un parti politico-religieux : *En-Nahdha*. Plus ou moins manipulés, un certain nombre de ses adhérents passeront rapidement dans la clandestinité avant de se lancer dans une rocambolesque tentative de coup d'Etat ayant pour but d'instaurer une *République populaire islamique* en Tunisie. Fuyant la répression, consécutive à plusieurs attentats, les cadres de cette structure islamiste se retrouveront nombreux en France dans les associations constituant l'UOIF, où ils seront rejoints par Rached Ghannouchi, après son expulsion d'Egypte en 1989.

Rached Ghannouchi (photo) et **Salah Karker** (islamiste mêlé à la préparation d'attentats visant quatre hôtels en Tunisie le 2 août 1987, ce qui lui vaut d'être depuis décembre 1987 l'objet d'un mandat d'arrêt international) seront jusqu'au départ de France du premier ou l'assignation à résidence du second, parmi les principaux hôtes officiels des premiers congrès annuels que l'UOIF tint au Bourget. Durant son séjour en France, de 1989 à 1992, Ghannouchi y prendra chaque année la parole à la tribune, *En-Nahdha* disposant, tout comme le FIS jusqu'en 1993, d'un stand dans l'enceinte de ce rassemblement. Invariablement, au fil des étals installés dans le hall et les couloirs, on trouve aussi bien des tchadors et des Corans que des cassettes vidéo. Ces dernières - disponibles le reste du temps dans la plupart des mosquées inféodées à l'UOIF - sont parfois surprenantes. Comme l'une d'entre elles, reprenant une conférence du cheikh Ghannouchi, enregistrée en 1992, au Bourget et qui est très révélatrice.

La transcription partielle de ce document en effet ne manque pas d'intérêt, si l'on se remémore que lors de ses rencontres avec des journalistes ou des hommes politiques tant européens qu'américains, cette figure emblématique de l'islam radical tient des propos non violents et aime donner d'elle-même une image moderniste, démocrate et pluraliste. Or, la traduction des discours de **Rached Ghannouchi** - de ses prêches plutôt - en arabe distille une toute autre vision des convictions de ce chef religieux musulman : «… *l'Islam est une religion suprême par rapport à toutes celles qui l'ont précédé. C'est Dieu qui en a décidé ainsi et il en est le garant. [...] Il est écrit que cette religion l'emportera inéluctablement sur toutes les autres religions. Mais au prix d'un long parcours parsemé d'embûches. Une seule condition est requise : la communauté musulmane en tant que concept politique doit être unie dans la Miséricorde.*

[...] Le principe primaire de cette croisade est le prosélytisme dans les lieux de prière.

[...] ***Il ne faut pas croire ceux qui vous disent que la politique ne doit pas se faire dans l'enceinte de la mosquée****. Où se fait donc la politique ? La mosquée est le siège du gouvernement islamique. Où le prophète Mahomet et ses nobles successeurs conduisaient-ils les affaires de l'Etat ? N'est-ce pas dans la mosquée que la justice est rendue, l'enseignement dispensé et même l'entraînement ainsi que la conduite des opérations militaires ?*

[...] Qu'est-ce que cette séparation de l'Etat et de la religion ? ***L'Ilmania*** **[laïcité],** ***c'est un concept de Kouffars*** **[infidèles].** *Regardez, par exemple, le grand Babbass* [le Pape] *et les religieux chrétiens ou les rabbins, ne tiennent-ils pas de discours politiques ? Le musulman devrait-il seul s'abstenir de s'occuper de politique ?*

[...] Aujourd'hui la plupart des nations arabes sont dirigées par des Mounafiqoun [hypocrites]. *Ces derniers se disent islamiques. En réalité, ils règnent sur les terres d'Allah au profit des kouffars, alors que le Prophète a mis en garde les musulmans de prendre pour tuteurs les chrétiens et les juifs. Ces gouvernements d'hypocrites sont plus dangereux que ces derniers et il importe de les combattre en priorité. [...] Ils se sont coalisés avec les gens du Livre* [les chrétiens et les juifs] *pour fouler le sol de la presqu'île Arabique, siège des deux Lieux Saints et qui plus est, pour combattre un pays musulman. Pourtant le prophète a dit : «j'ai purifié cette terre pour toujours, il n'y a pas de place pour deux religions». [...] les musulmans luttent partout et l'Islam connaît un état de grâce sans précédent. [...]* ***Au siècle dernier, les musulmans étaient au nombre de 20 à Paris. Aujourd'hui, ils sont plus de deux millions. [...] Les mosquées, les établissements et les quartiers musulmans ont connu, depuis une vingtaine d'années, une expansion vertigineuse en France.*** *[...] L'Iran, le Soudan sont devenus des états islamiques. L'Islam politique avance en Jordanie, au Pakistan, au Yémen, en Turquie, en Russie, en Bulgarie. [...] La formidable révolution islamique en Algérie est sans précédent. [...] Priez pour qu'elle soit bénite… ».*

Et Ghannouchi d'exhorter son auditoire : «*N'oubliez surtout pas que vous êtes ici des immigrés au sens de l'immigration du Prophète avec ses compagnons pour étendre l'Islam. [...] Vos prédécesseurs étaient des ouvriers. [...] Tachez de devenir des patrons [...] Epargnez et créez des entreprises, telles que des sociétés de taxis, des boucheries. [...] Faites en sorte que pas un seul franc ne tombe ailleurs que dans la poche d'un musulman... ».* En avril 1996, dans une tribune publiée par *Die Zeit*, quotidien d'Hambourg, le leader d'*En-Nahdha* se prononcait d'ailleurs clairement sur le sujet de la violence et de l'emploi de la force pour instaurer le règne d'Allah : «... *L'Islam frappe à toutes les portes. Il progresse par les moyens pacifiques partout où c'est possible. Mais si les portes lui restent fermées, alors il cherche à les ouvrir, parfois sous la pression du peuple, parfois en faisant usage de la violence*... ».

L'UOIF dispose de deux écoles d'imams afin de diffu-

ser cette idéologie de conquête. Le centre de Saint Léger du Fougeret, dans la Nièvre, est le site historique du pompeux Institut européen de sciences humaines (IESH), qui ouvrit ses portes en 1990 grâce à des fonds Séoudiens. Ahmed Jaballah, président de l'UOIF à la fin des années 80, est un des responsables de l'enseignement. Dans un texte à destination de ses élèves, « *Nos religions et leurs interdits, le cas de la religion musulmane* » il énonce une série d'agissements méritant des « *sanctions judiciaires* ». Parmi les différentes actions répréhensibles, on peut lire « *L'apostasie est totalement prohibée*. ». Cela est très inquiétant, car la sanction pénale envers les apostats prévue par l'islam (sunnite ou chiite) est la mise à mort du contrevenant. Le centre de Saint-Léger du Fougeret a parfois d'autres utilités, comme par exemple en septembre 1993, quand une délégation koweïtienne sollicita les responsables de l'institut pour conclure un accord commercial portant sur l'achat de viande. Mieux, en janvier 1994 le ministre des Biens Islamiques et des affaires religieuses de ce même Koweït promu Ahmed Jaballah *superviseur en France des viandes exportées vers le Koweït*. Un privilège très honorifique et peut-être non sans arrières pensées financières. Au niveau de la mentalité des élèves de l'école, un certain **Nabbil Ennasri** se présenté par le site Oumma.com comme « actuellement étudiant en théologie musulmane à l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon » et qui « a séjourné dans plusieurs pays du Golfe (Qatar, Emirats Arabes Unis) » s'est fendu d'un article intitulé sobrement « ***A quand les prochaines émeutes en France ?*** » mis en ligne le 11 octobre 2009. Ecrit suite à la relaxe par la Cour d'assise d'un policier ayant tué un cambrioleur arabe en délit de fuite, il se termine par cette sentence **: *" Qu'on ne s'étonne pas alors si une autre flambée de violences, plus dure et plus violente, risque d'embraser à nouveau les banlieues françaises. En tout cas, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous aura pas prévenu…".*** Voilà qui a le mérite de la clarté.

Le Conseil européen de la fatwa et de la recherche, structure juridique consultative l'UOIF, dont fait partie le directeur des études Amhed Jaballah, est dirigé par Yussuf al Qaradawi qui s'est prononcé sans ambages sur la nécessité de tuer les apostats et les homosexuels dans son livre de référence « *Le licite et l'illicite en islam* » (El Qalam, 2001). Le sanguinaire Qaradawi qui a déjà été invité à l'école d'imam de l'UOIF pour donner des conférences aux apprentis imams, est toujours mentionné comme membre du « conseil scientifique » de l'école. Il est donc assez cocasse que l'UOIF ait pris pour thème lors de son congrès annuel en 2004 « La liberté religieuse », alors que celle-ci est punie de mort par ses références doctrinales. A l'heure où ces lignes sont écrites, en octobre 2009, Qaradawi apparaît sur la page d'accueil du site Internet de l'UOIF dans un encadré promouvant son nouveau livre *Le sens des priorités*.

L'UOIF peut se targuer d'être la première organisation islamique de France, capable de réunir lors de ses congrès annuels au parc des exposition du Bourget, plus de 80 000 personnes sur trois jours.

L'organisation se range du côté du Hamas lorsque le mouvement armé entre en conflit avec Israël. Ce qui est logique : le Hamas est la branche palestinienne des Frères Musulmans. Après la neutralisation du cheikh Ahmed Yassine en mars 2004, le mois suivant lors du congrès annuel de l'UOIF, toute la salle applaudit la mémoire d'un des plus grand criminel contemporain du Moyen Orient, afin de lui rendre un hommage appuyé. Lors de l'offensive Israélienne de janvier 2009, l'UOIF publia des communiqués où elle condamna un « *génocide* » commis par des *« criminels de guerre* », mais sans condamner les tirs du Hamas sur les civils israéliens, et surtout sans dénoncer la méthode du Hamas consistant à utiliser les civils palestiniens comme boucliers humains. Effectivement, comme l'explique Fathi Hamad, représentant du Hamas au conseil législatif de l'Autorité palestinienne *« pour le peuple palestinien, la mort est devenue une industrie dans laquelle excellent les femmes et tous les gens de cette terre, les personnes âgées y excellent, les djihadistes y excellent, les enfants y excellent. Par conséquent, [les Palestiniens] ont créé un bouclier humain de femmes, d'enfants et de djihadistes contre la machine à bombarder sioniste, comme s'ils disaient à l'ennemi sioniste : nous désirons la mort comme vous désirez la vie* »

Ainsi, le Hamas, en amassant des civils près des zones de tirs de roquettes et des zones de villégiature de ses activistes, cherche délibérément à instrumentaliser la population afin de peaufiner sa communication et de crier au « génocide ». Ce procédé, également usité par le Hezbollah, n'a pas l'air de choquer les musulmans Français.

L'UOIF entretient des relations troubles avec d'ex-membres du gouvernement soudanais qui est actuellement au banc de la communauté internationale pour cause d'épuration ethnique au Sud Soudan. L'ancien ministre des Affaires religieuses du Soudan**, Issam Al Bashir**, est tous les ans un des invités vedette du rassemblement annuel au Bourget. La question est également de savoir pourquoi le ministère de l'Intérieur autorise de lui délivrer un visa, tout comme à Hani Ramadan (de nationalité suisse), afin d'animer les conventions de l'UOIF.

L'UOIF met en garde ses fidèles à ne pas s'intégrer à la société française. Son objectif est de préserver la Oumma de l'influence néfaste de l'Occident, de la maintenir en vase clos et d'obtenir à l'avenir l'autorisation de vivre selon la charia, comme il se pratiquait dans les départements d' Algérie avec la cohabitation du droit islamique et du droit français.

A cet égard, **Farid Abdelkrim**, qui fut longtemps un membre actif de l'UOIF, propose que les musulmans résistent à la culture française au sein d'enclaves territoriales tel Astérix face au Romains. Il a d'ailleurs écrit un livre parodiant Astérix, après la sortie de son livre « *Islam de France, ils sont fous ces musulmans* » . Voici le contenu du quatrième de couverture :

« ***Nous sommes en 2005 après Jésus-Christ. Toute la Gaule est occupée par les Gaulois...Toute ? Non ! Des villages peuplés d'irréductibles musulmans résistent encore et toujours à l'intégration. Et la vie n'est pas facile pour les garnisons de républicains laïcs gaulois des camps de Marseillorum, Strasbourgum, Villeubarnnum, Saint-Denisum et Roubaixum*** **»**

On peut difficilement faire pire en terme de provocation envers la France. Si Farid Abdelkrim démissionna de l'UOIF en juin 2005, il n'en fut pas moins amicalement invité en tant que conférencier au meeting d'avril 2009 de la Rencontre annuelle des musulmans de France, ayant réuni selon la presse pas moins de 150 000 personnes, organisé par le mouvement. Sur le site officiel du meeting, Farid Abdelkrim est pourtant toujours présenté en 2009 comme « membre de l'UOIF ». Quoiqu'il en soit, celui qui présida le

mouvement de jeune de l'UOIF, les Jeunes Musulmans de France, peut être considéré comme tout à fait représentatif de l'orientation idéologique du mouvement.

Autre provocation, celle de Lhaj Thami Breze, président de l'UOIF ayant affirmé lors d'un congrès de l'UOIF « *Le Coran est notre constitution* » le 12 février 2003 au Bourget. Affirmation minimisée comme une simple « *maladresse* » par Tareq Oubrou, imam de la mosquée de Bordeaux dont nous avons dressé le portrait dans le chapitre « Les excellentes relation d'Alain Juppé ».

Autre sortie verbale édifiante, celle de **Tariq Suwaidan (photo)**, Cheik Koweitien invité au vingt-sixième congrès de l'UOIF en avril 2009, citant un hadîth prédisant la conquête de Rome, conformément à une célèbre prophétie de Mahomet reconnue par le monde sunnite. Tariq Swaidan enjoint les musulmans à ne pas craindre de citer ce hadîth, et reçoit de la salle des applaudissements nourris !

Pour l'organisation, la loi sur l'interdiction du port du voile à l'école est « scélérate » :

« *au nom de la défense de la laïcité, une loi scélérate décrétée le 15 mars 2004, exclut des jeunes filles françaises de l'enseignement public au motif de leur habillement.* »

Amar Lasfar, recteur de la mosquée de Lille-Sud, a beaucoup obtenu de la mairie socialiste ces dernières années. Ce Marocain né en 1960 a été naturalisé français en 1997. Il est le responsable de la *propagation de l'orthodoxie de la foi* [la *Da'wa*, en arabe].

En 2004, Amar Lasfar (photo avec Martine Aubry) ouvre un lycée musulman reconnu par l'Etat, le lycée Averroès, dont les locaux se situent juste au dessus d'une mosquée. Le responsable musulman annonçait alors à la presse *« C'est un grand jour pour l'islam de France et la communauté musulmane qui ont fait un grand chemin pour la réussite de ce projet. Ce lycée est aussi une vitrine, un laboratoire pour l'UOIF. »*. Deux ans plus tard, un deuxième lycée sera ouvert par l'UOIF, à Décines dans la région lyonnaise, ce qui coûtera son poste au recteur d'académie Alain Morvan, ayant osé émettre des réserves, il sera débarqué par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Intérieur.

Dans un entretien dans la revue *Homme et migration* en 1999 il récusait le concept de citoyenneté républicaine auquel il substituait l'appartenance à la *oumma*, où la *charia* serait amenée à remplacer les lois impies de la république dans des enclaves territoriales : ***« Dans l'islam la notion de citoyenneté n'existe pas, mais celle de communauté est très importante, car reconnaître une communauté, c'est reconnaître les lois qui la régissent. Nous travaillons à ce que la notion de communauté soit reconnue par la République. Alors, nous pourrons constituer une communauté islamique, appuyée sur les lois que nous avons en commun avec la République, et ensuite appliquer nos propres lois à notre communauté »***

Dans la même veine, avant de réorienter sa stratégie de communication, il affirma : « *L'Assimilation suppose pour les populations islamiques se fondre à terme dans la population. Ceci est exclu car cela signifie l'abandon de la loi islamique […] Il n'y aura pas de dérogation à cette règle* ».

L'UOIF contrôlerait 450 mosquées et bénéficie du soutien des mairies socialistes pour l'édification de ces dernières comme à Poitiers, Nantes (Jean-Marc Ayrault a fait financé intégralement la partie culturelle de la mosquée de l'UOIF sur fond municipal) et Villeurbanne. Les maires UMP ne sont pas en reste comme nous l'avons vu à Bordeaux, Mulhouse, Woippy, Marseille et bien d'autres villes de droite .

En ce qui concerne les écoles, l'UOIF est la seule organisation a avoir ouvert deux établissements d'enseignement secondaire, un à Lille avec le Lycée Averroès, et à Décines avec le collège-lycée Al-Kindi, ce dernier ouvert contre l'avis du recteur Alain Morvan qui avoua avoir subi des pressions de la part du Ministère de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. L'ambition du Lycée Al-Kindy fut développée par une des responsables lors d'un reportage vidéo réalisé par l'UOIF lors du meeting du Bourget en avril 2009. L'objectif premier de l'école ne serait pas de préparer prioritairement des jeunes aux filières professionnelles mais « *de les former et de les aider à devenir des futurs porteurs de projets, que ce soit au niveau de l'éducatif, que ce soit au niveau d'associations, pour permettre justement la structuration de la communauté musulmane au sein de la France entière* ». En somme préparer les futurs cadres qui mettront sur pied un réseau national parallèle d'éducation islamique. Preuve que les inquiétudes du recteur Morvan n'étaient pas infondées, voici ce que rapporte le journal Lyon Plus dans son édition du 22 mars 2010 : *« Samedi dernier, c'était journée portes ouvertes au lycée Al Kindi. Beaucoup de monde et des élèves heureux de montrer leur travail. Dans une salle de présentation des cours de civilisation islamique, des affiches qui expliquent les ablutions. Et un panneau sur le mariage, réalisé par deux élèves de Seconde, où on lit : « Les femmes doivent obéir à leur ma-*

ri, sauf si c'est contraire aux préceptes de l'islam. Elles ne doivent pas sortir sans leur permission. »

A Vitry-sur-Seine, c'est un collège dénommé « Education et Savoir » qui est ouvert depuis mars 2008, qui suivant le programme de l'Education nationale, agrémenté de cours d'arabe et d'éducation islamique. A Marseille, l'UOIF vient également de lancer un collège dénommé Ibn Khaldoun, ouvert depuis la rentrée de septembre 2009, avec deux classes de sixième.

Nicolas Sarkozy avait inconsidérément légitimé l'UOIF en l'incorporant dans le Conseil français du culte musulman (CFCM). Se justifiant, le Président avait affirmé que « *les partisans d'un islam plus épicé ont leur place à l'intérieur du Conseil Français du Culte Musulman* » le 19 septembre 2005 à l'Académie des sciences morales et politiques...

Irresponsable, le ministère de l'Intérieur promit à l'UOIF la présidence de la Fondation des œuvres pour l'islam de France, et ce dès 2009.

Voici une présentation de cette Fondation permettant de mieux comprendre son objet :

Voici une présentation de cette Fondation permettant de mieux comprendre son objet :

Son rôle ?

Selon Dominique de Villepin, lors du discours d'annonce de la création en mars 2005 :

« ***Mettre à disposition des locaux ou des terrains pour des loyers symboliques, par le biais de baux emphytéotiques de très longues durée, consentir des garanties d'emprunt pour la construction d'édifices cultuels, exonérer de certains impôts les lieux de culte et les associations qui les gèrent*** » A noter que le rapport Machelon, commandé par Nicolas Sarkozy, préconise de « *saisir le juge administratif* » (p.19) ce pour contraindre les maires refusant la pratique des baux emphytéotiques (pratique légalisée en catimini par l'UMP par ordonnance, en avril 2006).

Ses moyens ?

La Fondation reçoit des fonds de mécènes anonymes, souvent étrangers. « *Les monarchies du Golfe ont envoyé des signaux positifs* » rapportait Cécilia Gabizon du Figaro en mars 2005. A ce jour, 1 million d'euros ont été collectés. Les citoyens français n'ont toutefois pas le droit de connaître l'origine exacte de ces fonds, alors que les propriétaires de la Caisse des dépôts, c'est eux ! Le Figaro a rapporté dans son édition du 13 octobre 2007 les propos d'un fonctionnaire anonyme expliquant également une technique de financement par des entreprises françaises, en contrepartie de bonnes relations avec des clients de la péninsule arabique…

Le Moyen Orient wahhabite va-t-il être le premier bailleur de fond de la Fondation ? Cela est fort possible : le mardi 8 octobre 2002, Nicolas Sarkozy recevait officiellement le Secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, Abdallah Turki. Le communiqué officiel de l'Intérieur, cité dans le Figaro du 09/10/2002, rapportait alors :

« *les soutiens financiers apportés par la Ligue islamique mondiale pour aider à la pratique du culte musulman sont possibles* » en précisant, pour faire contrefeu, sous réserve qu'elle ne contrôle pas les objets qu'elle finance. Mais on voit mal des mosquées dépendantes d'un robinet saoudien critiquer le Wahhabisme…

Son organisation ?

C'est *Le Monde* qui nous l'apprit dans son édition du 16 octobre 2007 :

« *un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, spécialiste de l'islam, remplira les fonctions de directeur général aux côtés du président, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur[…] Outre la présidence Afin de conserver les équilibres entre les composantes de l'islam français, les parties prenantes ont décidé, lundi 15, d'instaurer une présidence tournante et de confier, dans deux ans, la tête de la Fondation au vice-président de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), Fouad Alaoui.* »

Ainsi, tant que l'UOIF bénéficiera de financement orientaux, de l'apport d'une immigration musulmane, rien n'arrêtera son expansion. Quatre collèges et lycées ont ouvert en l'espace de moins de dix ans, combien dans dix ans ? 450 mosquées affiliées sur les presque 3000 que compte la France, et les autres fédérations islamiques ne sont pas moins orthodoxe en terme de doctrine. La Charia sunnite est à 80% la même suivant les écoles juridiques et s'accorde sur les fondamentaux, notamment sur la propagation (*Dawa'*) et la logique communautariste.

La France peut encore réagir en stoppant le phénomène de l'immigration massive. Mais il faudra pour cela se réapproprier notre souveraineté face à Bruxelles et aux conventions européennes protégeant le droit d'asile, le regroupement familial, les délivrances de visas. Et réformer le code de la nationalité, 130 000 étrangers, dont une grosse moitié correspond aux pays du Maghreb, devenant français chaque année. Sans parler du droit du sol...

Les Frères Musulmans dans le texte (3)

Le droit du Jihâd [Fiqh al-Jihâd], par Yussef Al-Qaradawi

Ayant renoncé à venir au congrès de l'UOIF suite à un appel de Sarkozy à l'émir du Koweit **Al-Thani**, proche de lui, **Yussef Al-Qaradawi**, nous l'avions vu, s'est clairement exprimé pour la justification du meurtre des apostats, des homosexuels et des juifs, les musulmans étant appelé à répéter le « châtiment divin » de la Shoa (en janvier 2009 sur *Al-Jazeera*)

Président de l'Union Mondiale des Savants musulmans, ayant intégré l'université islamique d'Al-Azhar, il est une autorité non discutée chez les sunnites.

Nous vous présentons ce mois-ci une traduction d'un extrait du livre Cheikh **Yusuf al-Qaradawi** *Fiqh al-Jihad* [Le droit du Jihad], qui a été publié *sur IslamOnline.net*. Le président du Conseil européen de la fatwa et de la recherche , structure de production juridique de l'UOIF, défend la position des 'modérés' selon ses termes, contre les attaques des extrémistes qui prétendent que les modérés n'accepteraient pas le jihad offensif. Al-Qaradawi soutient que les modérés ne s'opposent pas au jihad offensif sous certaines conditions, y compris lors des raids en territoire ennemi.

Ce qui est intéressant à la lumière des déclarations des apologistes musulmans et porte-parole de l'Ouest, qui ont l'habitude de soutenir que l'Islam signifie vraiment une lutte spirituelle intérieure contre le péché, et dans la mesure où il ne se réfèrent à la guerre, elle serait purement défensive. Mais quand on lit les justifications d'al-Qaradawi donne pour le jihad offensif, vous trouvez que par sa définition même les musulmans «modérés» acceptent le jihad offensif contre les infidèles sous presque n'importe quel prétexte.

Traduit de l'article arabe de IslamOnline.net, 8 Janvier 2011 :

"(...) Je tiens à préciser ici la différence entre les modérés et les extrémistes, ou les «défensifs (les djihadistes)" et "offensifs (djihadistes)", comme on les appellent certains.

Certains partisans du djihad offensif n'ont pas été justes envers ceux qui détiennent le point de vue opposé. Ils ont mis des mots dans leurs bouches, qu'ils ne disent pas, et les ont accusés de ce qu'ils sont innocents. Ils disent: "Ils (les djihadistes défensifs) n' acceptent pas le jihad offensif en toute circonstance, sous quelque forme, ou pour toute raison, ils ne croient le djihad légitime, sauf dans une condition, lorsque les musulmans sont attaqués dans leurs maisons et sur leurs terres. C'est la façon dont ils se représentent l'opinion des modérés ou des défensifs (les djihadistes).

Je pense qu'ils ne sont pas justes avec la partie adverse, et ne sont pas précis et honnêtes dans la présentation de leurs points de vue. **Celui qui lit et cherche à comprendre les "modérés" , comprendra qu'ils acceptent le jihad offensif, et l'attaque des infidèles sur leurs terres, pour plusieurs raisons, y compris ce qui suit**:

1 - Afin de garantir la liberté de propager l'appel à l'Islam [Dawa'], pour éviter la *fitna* dans la religion , et éliminer les obstacles physiques qui empêchent l'appel à l'Islam d'atteindre la multitudes des gens. Ce fut la raison pour laquelle les conquêtes des califes bien-guidés [*rashîdûn*] et des compagnons [du Prophète] se firent, ainsi que ceux qui les ont suivis dans la justice. Ils se sont employé à supprimer le pouvoir des tyrans qui contrôlaient les corps et les esprits des hommes, et qui a dit quoi Pharaon dit à ceux de son peuple qui crurent (en l'islam): "*Avez-vous cru avant que je vous ai donné la permission de croire?* " Il s'agit de la forme de réalisation de l'objectif exprimé dans la parole du Tout-Puissant: "*Combattez-les jusqu'à ce que il n'ya plus de fitna*.[de divisions]"

2 - Pour assurer la sécurité de l'Etat islamique et de ses frontières, quand ils sont menacés par les ennemis (de l'Etat islamique) qui guettent et conspirent contre elle. C'est ce qu'on appelle de nos jours présente la «guerre préventive». C'est l'une des prérogatives du souverain, et est en conformité avec le droit à la légitime défense. La plupart des conquêtes islamiques étaient de ce type de guerre préventive, après que l'état islamique a été attaqué très tôt au cours du règne du Prophète par les deux grands royaumes de la Perse et Byzance. Le conflit avec Byzance a commencé avec les batailles de Mu'ta et Tabuk, et le conflit

avec la Perse a commencé avec Chosroès déchirer le Livre du Prophète (PSL) [c.-à- l'] Coran, et en menaçant ce qu'il menaces qu'elle fait peser.

3 - Pour enregistrer les opprimés parmi les prisonniers musulmans, ou ceux qui vivent dans un statut de minorité, qui souffrent d'afflictions, de persécutions, et de torture aux mains des oppresseurs arrogants qui régnent sur eux sans droit. Comme le Très-Haut dit: «Et pourquoi devrait-vous pas combattre dans le sentier d'Allah et de ceux qui, étant faibles, sont maltraités (et les opprimés) - Hommes, femmes et enfants, qui disent:" *Notre Seigneur ! Fais-nous sortir de cette cité dont les gens sont injustes, et assigne-nous de Ta part un qui va protéger;! Et assigne-nous de Ta part un secoureur* "[Coran 4:75].

Si les peuples opprimés et persécutés, même si elles ne sont pas musulmans, demandent l'aide de l'Etat islamique, et si l'Etat islamique possède la capacité de les sauver, alors il devrait répondre à leurs cris et leur venir en aide. Pour conquérir le dirigeant injuste, aider les faibles, et de dissuader l'oppresseur de l'opprimé est un devoir religieux en vertu de la charia. Il est aussi un devoir moral au sein de chaque religion. Chaque société protège la vertu, et garantie de hautes valeurs morales, si l'opprimé est musulman ou non musulman.

4 - **Pour supprimer tous les polythéisme de la péninsule arabique, qui est considéré comme une nation libre et pure de l'islam et de ses citoyens. Par conséquent, elle est un bastion spécial pour l'islam, dont la protection n'est pas partagée avec quiconque. [Mahomet a clairement dit qu'il n'y avait pas de place pour deux religions dans la Péninsule arabique].**

Par Allah qui est sagesse, le Hedjaz et la péninsule arabique autour est le refuge et l'incubateur de cette religion. L'islam cherche à s'y réfugier, à chaque fois afflictions essais sont portées par les différentes factions. L'histoire a confirmé pour nous son utilité et l'importance à travers les âges à travers laquelle la Umma a passé.

Sur cette sage des versets de la sourate al-Tawba ont été envoyés vers le bas sur l'immunité de déclarer (le contrat avec) les polythéistes, et leur délai de quatre mois, période pendant laquelle ils ont erré autour de la terre [voir Coran 9:1-3]. Après quoi ils avaient à choisir pour eux-mêmes: accepter l'islam, s'écarter de cette terre [c.-à- la péninsule arabique], ou le combat. Ces quatre mois sont ceux qui sont appelés interdit parce qu'il a été interdit de se battre lors de leur. Le Tout-Puissant dit: "***Mais quand les mois sacrés sont passés, combattez et tuez les païens partout où vous les trouverez, saisissez-les, assiégez-les, et guettez-les dans toute embuscade*** *(de guerre), mais s'ils se repentent, et accomplissent la Salat et acquittent la Zakat, alors ouvraient leur les bras, car Allah est Pardon et Miséricorde* "[Coran 9:05]. Allah a voulu que les Arabes de choisir d'entrer l'islam avant les quatre mois ayant pris fin, et donc faire de la péninsule un lieu pur pour l'islam, et de faire les Arabes de cette zone de l'Islam et de ses premiers soldats , pour porter son message au monde.

C'est la grâce d'Allah pour les Arabes, avec ce qu'il leur était favorable: le Coran a été envoyé dans leur langue, le Messager a été envoyé parm eux, et la Kaaba et la mosquée al-Haram al-Masjid et Nabui sont dans leur des terres. Ils sont devenus les gardiens de l'islam, et les prédicateurs choisis pour effectuer l'appel aux habitants de la planète.

Allah sait mieux."

Un autre article concernant le déclenchement du djihâd fut mis en ligne par islamonline.net, le 8 janvier 2011. Il faut rappeler que Islamonline est le sixième site musulman mondial en terme de fréquentation.

Il s'agit d'une réponse à une question d'un internaute musulman :

"Question: Quand est-il permis de lutter contre les non-musulmans, et quand est-il pas permis? S'il vous plaît donner des précisions.

Mufti: Dr **Imad Mustafa**, professeur de Fiqh et ses origines, dans les universités d'Al-Azhar et Umm al-Qary.

Au nom de Dieu, Dieu soit loué, et les prières et la paix soient sur le prophète de Dieu, etc:

Lutter contre les non-musulmans est ce qui est connu dans la jurisprudence islamique comme le Jihad dans le chemin de Dieu. Le djihad est un devoir prescrit en cas d'agression des infidèles contre les musulmans, car il faut leur résister, faire le djihad contre eux, et se défendre contre eux. Ceci est, selon le texte du Coran, pour Dieu Tout Puissant a dit: "Combattez dans le sentier d'Allah ceux qui vous combattent, mais ne transgressez pas En effet, Allah n'aime pas les transgresseurs.». (Coran 2:190) . Ce type de djihad est connu sous le nom djihad défensif, et c'est un devoir accepté par tous les savants islamiques et tous ceux qui sont sages, et il est approuvé, de nos jours par les chartes internationales reconnues. Cependant, l'occupant et ses collaborateurs sont venus à considérer cela «terrorisme».

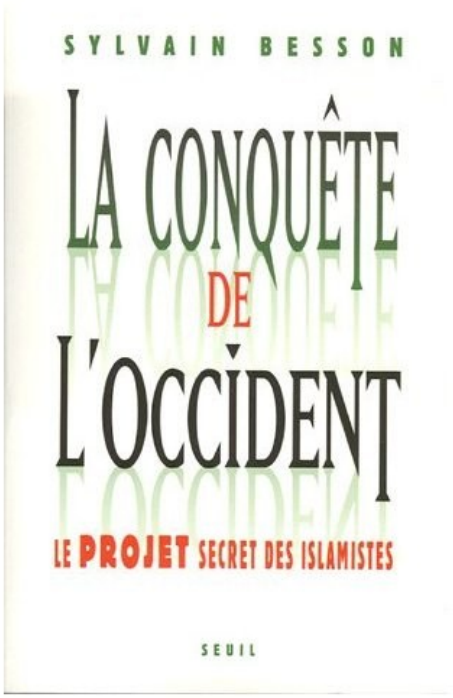
Ensuite, il y a un autre type de lutter contre les non-musulmans connue sous le nom jihad offensif. Érudits islamiques ont divergé sur la question de jihad offensif, qui est de poursuivre les infidèles dans leur propre pays sans aucune agression de leur part. Certains chercheurs sont allés jusqu'à dire que ce djihad est illégitime, tandis que d'autres sont allés jusqu'à dire qu'il est légitime et même nécessaire.

Cependant, il ne peut y avoir désaccord sur le fait **le jihad offensif n'est pas totalement interdit**, pour deux écoles [de la jurisprudence islamique] ont jugé que le jihad offensif est permis en vu de sécuriser les frontières de l'Islam, d'étendre la religion de Dieu à des gens dans les cas où les gouvernements l'empêcheraient, comme le Pharaon a fait avec les enfants d'Israël, [il est permis pour] supprimer toutes les religions hormis l'islam de la péninsule arabique, et pour sauver le captif et le faible. [...]

« Le Projet » des Frères Musulmans pour l'Occident

Un document trouvé chez le banquier des Frères Musulmans en Europe

Le journaliste Suisse Sylvain Besson a été le premier à révéler le contenu du « Projet » saisi par la police chez Yussef Nada, le banquier des Frères Musulmans en Europe.



Au départ, une perquisition chez le directeur de la première banque islamique d'Europe.

Début novembre 2001, une perquisition est lancée au domicile de **Youssef Nada**, un égyptien directeur de la banque Al-Taqwa ("la crainte de Dieu"), Youssef Nada, dont l'institution a été cité par Georges W Bush comme une source de financement d'Al-Qaida. Deux grandes villas luxueuses forment ce coin de paradis à côté de Lugano en Suisse. Le deuxième locataire n'est autre que **Ali Ghaleb Himmat**, **un des dirigeants des Frères Musulmans en Europe, fondateur du Centre islamique de Munich avec un certain Said Ramadan** (+1995). D'ailleurs, un des meilleurs ami de Said Ramadan, **Yussuf Al-Qaradawi,** médiatisé ces derniers jours suite au refus de Nicolas Sarkozy à laisser ce cheikh influent prêcher au congrès de l'UOIF, **fut l'un des gros actionnaires d'Al-Taqwa.**

Les structures *off shores* de Al-Taqwa sont aussi perquisitionnées au Liechtenstein, mais l'essentiel de ses activités s'opèrent aux Bahamas.

Al-Taqwa et ses dirigeants ont attiré une première fois l'attention des agences de renseignements occidentales au cours des années 90? Une cassette vidéo des Groupes islamiques armés (GIA) algériens avait alors circulé avec l'adresse d'une société, la Gulf Company, que dirigeait un associé de la banque. Les services italiens s'étaient penchés sur d'autres activités de cet homme, Ahmed Idriss Nasreddin. Ils avaient jugé curieux ses envois en Bosnie, en pleine guerre islamiste contre la Serbie, de légumes facturés à des prix exhorbitants. Ils avaient aussi constaté qu'il payait le loyer du Centre islamique de Milan, dirigé jusqu'en 1995 par un membre du groupe armé égyptien Gamaa islamiya. Un rapport de la CIA avait décrit Al-Taqwa comme un établissement lié au terrorisme.

Au lendemain des attentats de New-York et de Washington, l'Amérique porte de nouvelles accusations contre Al-Taqwa. Le 7 novembre 2001, la Maison Blanche déclare que la société a prodigué "des conseils financiers et des services de transfert de fonds" à Al-Qaida et d'autres groupes islamistes radicaux. Peu après, une lettre adressée à la Suisse par le département américain du Trésor affirme qu'Al-Taqwa, fondée en 1988 "avec un appui significatif des Frères Musulmans égyptiens", a financé le Hamas palestinien, le Front islamique du salut et les GIA en Algérie, ainsi que le mouvement islamiste tunisien Ennahda.

La lettre précise que la société aurait recueilli dans ses bureau de Malte et de Lugano des fonds venus du Koweit et des Emirats arabes unis, qui étaient destinés à Al-Qaida. En octobre 2000, Al-Taqwa aurait débloqué une "ligne de crédit clandestine pour un proche associé d'Oussama Ben-Laden" grâce à un stratagème sophystiqué:

"Ce lieutenant de Ben Laden avait une ligne de crédit dans une institution financière du Moyen Orient, qui retirait [l'argent] d'un numéro de compte similaire auprès de la banque Al-TAqwa. Contrairement aux autres comptes - même ceux des clients privés-, celui-ci était bloqué par le système informatique et il fallait des privilèges spéciaux pour y avoir accès. Aucun nom identifiable n'était associé au compte"

(source: lettre de George B.Wolfe du département américain du Trésor au procureur général adjoint Claude Nicaté (Suisse), datée du 4 janvier 2002, "Re: Al-Taqwa/Nada Management organization".)

Le dirigeant libanais des Frères Musulmans **Fayçal Mawlaoui** (+2011), et membre fondateur de l'UOIF en France, expliqua qu'Al-Taqwa a longtemps servi de caisse d'épargne à diverses composantes des Frères Musulmans,

selon son entretien avec le journaliste Sylvain Besson:

"A l'époque, la présence de banques islamiques était très limitée dans le monde arabe. La banque travaillait d'une façon islamique, et le Mouvement Islamique du Liban (autre nom des Frères) avait placé à peu près 100 000 dollars chez Al-Taqwa. Nous touchions des dividendes d'environ 7000 dollars par an. Lorsque la banque a fait faillité, l'argent a été perdu."

Mais avant cette "faillite", la banque verte avait accumulé deux-cent millions de dollars, provenant surtout d'aristocrates et de religieux des pays du Golfe selon **Mushtak Parker** de *Islamic Banker Magazine*.

En plus de ses fonctions de gestionnaire, la société soutenait financièrement toutes les institutions des Frères Musulmans en Occident, dont la Fondation islamique de Leicester en Grande-Bretagne où **Tariq Ramadan** étudia, , l'institut américain WISE proche du Jihad islamique palestinien.

Selon Fayçal Mawlaoui, la banque a sombré lors de la crise monétaire asiatique de 1998, après un investissement malheureux dans une fabrique de textile en Malaisie. Lorsqu'elle a été mise en liquidation, fin 2001, ses pertes se montaient à quelque 75 millions de dollars.

Début 2005, trois ans après les perquisiations, l'enquête concernant Al-Taqwa fut classée faute de preuves. Des deux côtés de l'Atlantique, certains enquêteurs admettaient ne pas disposer d'éléments démontrant un soutien direct de la société à des activités terroristes. Mais "**l'opération Lago" nom de code de la perquisition préparée secrètement par Interpol dans les villas de Youssef Nada et Ali Ghaleb Himmat,** ont donné des résultats intéressant sur le plan de l'idéologie des Frères.

Selon un document de la police fédérale suisse "L'enquête Al-Taqwa (opération Lago) révèle plus que de simples transferts d'argent de et vers la Suisse. En fait, les tonnes de documents trouvés chez Youssef Nada (directeur des structures d'Al-Taqwa) et Ali Ghaleb Himmat (son second) confirment aussi le rôle joué par les Frères Musulmans dans l'inspiration et le soutien-direct ou indirect- à l'islam radical dans le monde entier"

En effet, parmi les "tonnes" d'écrits, de lettres et de notes manuscrites trouvés le 7 novembre 2001, les enquêteurs suisses ont découvert le Projet, un document planifiant la conquête idéologique et matérielle de l'occident, étape par étape, discrète au début, répondant un un "Jihâd civilisationnel". Nous le reproduisons à la fin de notre article.

La conquête de l'Europe, planifiée dès les années 70 par les têtes pensantes des Frères

La "bible" officielle des Frères Musulmans en matière de pénétration des sociétés non-musulmanes était déjà connu. Il s'agit d'un ouvrage publié à Beyrouth en 1979 intitulé La Culture et les Qualités de l'armée de Dieu, par Said Hawwa. Il décrit les méthodes qui conviennent "au jihad politique dans les pays infidèles". Ainsi, le Projet n'est pas un texte isolé, mais s'inscrit dans une réflexion plus large des Frères. Le spécialiste du renseignement israélien Reuven Paz interrogé par le journaliste Sylvain Besson dans son enquête "La conquête de l'occident-le Projet secret des islamistes" (Seuil, 2005) explique :

"ce Projet fait partie de la charte de l'organisation internationale des Frères musulmans, qui a été établie officiellement le 29 juillet 1982. *Il reflète un vaste plan qui remonte aux années 60, avec l'immigration d'intellectuels Frères musulmans, principalement des Syriens et des Egyptiens, en Europe. Avant l'été 1982, ils avaient déjà réussi à établir un réseau de "centres culturels" à Genèves, Munich, Londres, Vienne...L'idée de l'organisation internationale vient notamment de Said Ramadan (père de Tariq), qui voulait déplacer le centre de gravité des Frères Musulmans vers l'Europe et l'Amérique du Nord".*

Said Ramadan (1926-1995), photo ci-dessus, fut très proche de Ali Ghaleb Himmat de la banque Al-Taqwa. Dèjà, en mars 1960, il participa à une réunion à Munich avec lui et quatre autres "cerveaux" des Frères, afin d'étudier la création d'une mosquée et d'un "centre culturel", initiée par leur association la "Communauté islamique d'Allemagne du Sud". Munich, où résident de nombreux anciens combattants musulmans ayant servi le Reich, et comptant nombre d'étudiants musulmans, était un point stratégique d'établissement. En 1973, il s'en écarte suite à des querelles intestines et la bévue du directeur du centre ayant avoué à la presse l'appartenance du Centre aux Frères Musulmans ! **D'ailleurs, dans les années 70 et 80, Munich devint un lieu de réunion pour les chefs suprêmes des Frères Musulmans. trois futurs Guides de la confrérie s'installèrent en Allemagne à cette époque**: **Mustafa Mashour** (guide de 1996 à 2002) dont nous vous avons présenté les écrits sur le Jihad dans le numéro 5 du mensuel de mars 2012, **Ma'moun al-Hodeibi** (2002-2004), et **Muhammad Akef** (2004-2010) qui résida plusieurs années dans une résidence attenante au centre islamique de Munich ! D'autres membres éminents des Frères participèrent aux assemblées du Centre de Munich à cette époque, dont **Kurshid Ahmad**, haut dirigeant des Frères au pâkistan (Jamiat-i-islami) et **Issam al-Attar**, chef des Frères Musulmans syriens en exil.

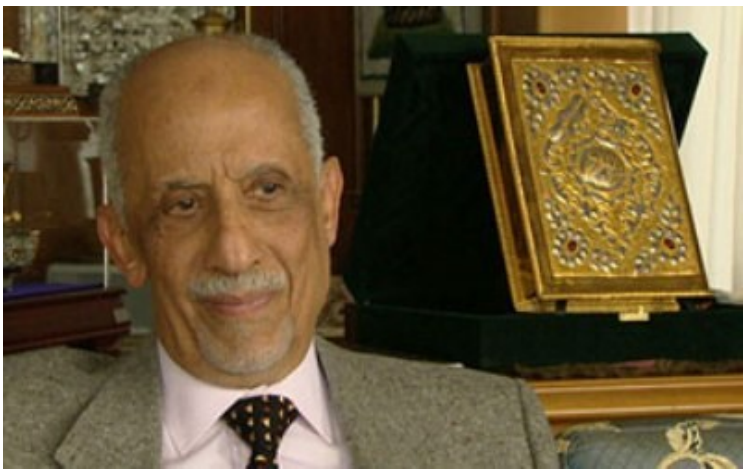
La conférence clé de 1977 à Lugano chez Yussef Nada

Dans son livre qui est déjà une référence, malheureusement non traduit en français, *The New Muslim Brotherood in the West* (Columbia University Press, 2010), le chercheur **Lorenzo Vidino** s'est entretenu avec Youssef Nada se son rôle dans l'émergence des Frères en Occident.

Après avoir rappelé la création par la Ligue islamique mondiale (Arabie Séoudite) du Conseil islamique européen en 1973 basé en Grande Bretagne, dirigé par **Salem Azzam**, tout comme le financement par la même Ligue de Said Ramadan, **Lorenzo Vidino rapporte de son entretien avec Yousef Nada la tenue d'une conférence du Conseil islamique européen à Lugano en juillet 1977 !** Parmi les présents, le cheikh **Yussuf Al-Qaradawi** (récemment interdit de séjour par Nicolas Sarkozy, il devait se rendre au congrès de l'UOIF), **Khurshid Ahmad** (Frères pakistanais), un fondateurs du mouvement de jeunesse islamique WAMY (financé par la Ligue séoudienne), **Abu Sulayman**, qui finança Al-Qaida, parmi 30 autre hauts dirigeants des Frères Musulmans !

Les Frères Musulmans financés par l'Arabie Séoudite en réunion à Lugano chez Nada. A méditer pour ceux qui perçoivent les Frères comme un remède contre les salafistes...

Cette réunion fut appelée la "**Première conférence internationale sur l'islamisation des savoirs**", d'où naquit l'*International Institute for islamic Thought* (IIIT), d'abord implanté aux Etats-Unis, qui a dorénavant une antenne en France, dispensant des formations pour imâms, organisme où vient l'imâm de Bordeaux Tarq Oubrou de l'UOIF donner des conférences (voir *Ces maires qui courtisent l'islamisme*, premier chapitre sur Bordeaux et l'IIIT).



(photo: Yussef Nada)

Le gratin des Frères musulmans était donc proche du banquier de Lugano.

Lors de la perquisition chez Yussef Nada à Lugano, les policiers mirent la main sur un document croustillant. Une vidéocassette tournée lors d'un voyage en 1993 en Afghanistan. On y reconnait Mustafa Mashour, futur Guide suprême des Frères musulmans, Ahmad Hussein alors leader du *Jamat-e-Islami* pakistanais, le co fondateur d'Al-Taqwa Ghaleb Himmat et Yussuf Al-Qaradawi du Conseil européen de la fatwa et proche de l'UOIF (Frères musulmans en France). On entend Mashour faire un speech qui n'aurait dû filtrer au delà des chefs des Frères. Il commence par féliciter la victoire des Afghans (légitime face à l'occupation soviétique), puis dit souhaiter que le Jihad libère les territoires musulmans occupés de la Palestine, de Bosnie, de l'Inde, de la Tchéchénie. Mais il ne s'arrête pas là. "***Je vous assure, dit-il, que comme l'Union soviétique est tombée, l'Amérique et l'Ouest succomberont, avec l'aide d'Allah"***

Mashour est alors le numéro 2 des Frères Musulmans égytpiens, siège mondial de l'organisation. A sa mort, en novembre 2002, 100 000 égyptiens lui rendirent hommage au Caire.

Son successeur au poste de Guide en 2004, Mohammed Akef, ne disait pas autre chose ***: "L'islam envahira l'Europe et l'Amérique, parce que l'islam a une logique et une mission"***

Syed Mawdudi (1903-1979) Fondateur du parti islamiste Jamaat-e-Islami (Pakistan) et "rénovateur" de la pensée frériste avait également annoncé :

«L'islam cherche à détruire tous les états et les gouvernements opposés à l'idéologie et au programme de l'islam où qu'ils soient sur terre. (…) Le but de l'islam est d'instaurer un état fondé sur son propre programme et sa propre idéologie. (…) L'objectif du jihad islamique consiste à éliminer les systèmes non-islamiques et à les remplacer par un système islamique de gouvernement. ***L'islam n'entend pas limiter cette révolution à un seul état ou à quelques pays; le but de l'islam c'est de provoquer une révolution universelle****.»*

Discours à Lahore – *Jihad in Islam*, pp. 6 et 22

Dans son livre Auspices of the Ultimate Victory (Les signes annonciateurs de la victoire finale) (section Yesterday versus Today), **Youssef Qaradawi** présente Syed Mawdudi comme l'un des principaux responsables du renouveau islamique du XXe siècle avec Hassan al-Banna et Sayyid Qutb. Quant à **Tariq Ramadan**, il présente Mawdudi comme l'un des principaux représentants du courant dit «réformiste salafiste» de l'islam auquel il appartient dans son livre *Western Muslims and the Future of Islam* (New York, Oxford University Press, 2004, p. 26).

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le contenu du Projet retrouvé chez Yussef Nada.

Un responsable occidental qui l'a étudié décrit le Projet comme «*une idéologie totalitaire d'infiltration qui représente, à terme, le plus grand danger pour les sociétés européennes*»: «*Le Projet, ce sera un danger dans dix ans, dit-il: on va voir émerger en Europe la revendication d'un système parallèle, la création de «parlements musulmans», ce qui existe déjà en Grande-Bretagne… Commencera alors la lente destruction de nos institutions, de nos structures*.» Pour ce fonctionnaire, qui a demandé à ne pas être cité nommément dans l'enquête du journaliste Sylvain Besson, le Projet n'est pas un simple texte de réflexion, mais une «feuille de route» dont certains éléments ont été mis en œuvre dans le monde réel: il préfigure notamment le début de la guérilla contre Israël dans les territoires palestiniens occupés, et le soutien apporté ces dernières années par les Frères musulmans à divers groupes islamistes armés, de la Bosnie aux Philippines.

Voici maintenant l'intégralité du "Projet" :

"Au nom d'Allah clément miséricordieux,

01.12.1982

Vers une stratégie mondiale pour la politique islamique

(Points de départs, éléments, procédures et missions)

Ce rapport présente une vision globale d'une stratégie internationale pour la politique islamique. Selon ses lignes directrices, et en accord avec elles, les politiques islamiques locales sont élaborées dans les différentes régions. Il s'agit, tout d'abord, de définir les points de départ de cette politique, puis d'énoncer les composantes de chaque point de départ, ainsi que les procédures les plus importantes liées à chaque point de départ ; nous suggérons enfin quelques missions, à titre d'exemple uniquement, puisse Allah nous protéger. Ci-dessous, les principaux points de départ de cette politique :

1. Connaître le terrain et adopter une méthodologie scientifique pour la planification et la mise en œuvre.

2. Faire preuve de sérieux dans le travail.

3. Concilier engagement international et souplesse au niveau local.

4. Concilier engagement politique et nécessité d'éviter l'isolement d'une part, éducation permanente des générations et travail institutionnel d'autre part.

5. S'employer à établir l'Etat islamique, parallèlement à des efforts progressifs visant à maîtriser les centres de pouvoir locaux par le biais du travail institutionnel.

6. Travailler avec loyauté aux côtés des groupes et institutions islamiques dans divers domaines en s'accordant sur un terrain d'entente afin de «coopérer sur les points de convergence et de mettre de côté les points de divergence».

7. Accepter le principe d'une coopération provisoire entre les mouvements islamiques et les mouvements nationaux dans des domaines généraux et sur les points d'entente tels que la lutte contre la colonisation, la prédication et l'Etat juif sans pour autant devoir former des alliances. Cela requiert, en revanche, des contacts limités entre certains dirigeants, au cas par cas, tant que ces contacts ne contreviennent pas à la loi. Néanmoins, il ne faut pas leur prêter allégeance ou leur faire confiance, sachant que le mouvement islamique doit être à l'origine des initiatives et des orientations prises.

8. Maîtriser l'art du possible, dans une perspective provisoire, sans abuser des principes de base, sachant que les préceptes d'Allah sont tous applicables. Il faut ordonner le convenable et interdire le blâmable1, tout en donnant un avis documenté. Mais il ne faut pas chercher une confrontation avec nos adversaires, à l'échelle locale ou mondiale, qui serait disproportionnée et qui pourrait aboutir à des attaques à l'encontre de la dawa2 ou de ses disciples.

9. Construire en permanence la force de la dawa dans le monde islamique et soutenir les mouvements engagés dans le jihad dans le monde musulman, à des degrés divers et autant que possible.

10. S'aider des systèmes de surveillance divers et variés, dans plusieurs endroits, pour recueillir des informations et adopter une communication avertie et efficace, à même de servir le mouvement islamique mondial. En effet, la surveillance, les décisions politiques et une communication efficace sont complémentaires.

11. Adopter la cause palestinienne sur un plan islamique mondial, sur un plan politique et par le biais du jihad, car il s'agit de la clé de voûte de la renaissance du monde arabe d'aujourd'hui.

12. Savoir recourir à l'autocritique et à une évaluation permanente de la politique islamique mondiale et de ses objectifs, de son contenu et de ses procédures afin de s'améliorer. C'est un devoir et une nécessité selon les préceptes de la charia.

([1] Concept cité dans le coran, devenu l'un des objectifs centraux de la confrérie : on l'a aussi traduit par « comman-

der le bien et pourchasser le mal ».

[2] Dawa : signifie littéralement, appel, invocation, exhortation, prière. Le terme désigne ici le travail des Frères pour propager l'islam.)

Le premier point de départ : connaître et adopter une méthodologie scientifique pour la planification et la mise en œuvre.

Eléments :

Connaître les facteurs influents dans le monde, qu'il s'agisse des forces islamiques, des forces adverses ou des forces neutres.

Recourir aux moyens scientifiques et technologiques nécessaires à la planification, l'organisation, la mise en œuvre et le suivi.

Procédures :

Créer des observatoires pour recueillir l'information, la stocker à toutes fins utiles, s'en servir le cas échéant en s'appuyant sur des moyens technologiques modernes.

Créer des centres d'études et de recherches et produire des études sur la dimension politique du mouvement islamique.

Missions suggérées :

Etablir une carte des doctrines dans le monde pour avoir une vision globale du monde depuis cent ans jusqu'à nos jours et analyser la situation actuelle à la lumière de cette configuration en tenant compte des changements advenus et prévus.

Etablir une carte des doctrines du monde musulman.

Etablir une carte des mouvements islamiques du monde musulman.

Faire des études politiques et scientifiques successives dans divers domaines islamiques, qui portent plus particulièrement sur les évènements actuels.

Faire une étude scientifique qui dresse l'historique des mouvements islamiques contemporains et l'utiliser.

Le deuxième point de départ : Faire preuve de sérieux dans le travail

Eléments :

Clarté des objectifs principaux de la dawa aux yeux de tous et clarté des objectifs temporaires visant à exploiter les énergies, les canaliser et les orienter.

Consentir des efforts suffisants au service des travailleurs de l'islam et conjuguer ces efforts vers un seul et même objectif.

Y consacrer suffisamment de temps.

Dépenser l'argent judicieusement.

Procédures :

Exploiter toutes les énergies des travailleurs au service de la dawa, chacun à son niveau (le critère d'efficacité étant que chacun doit se consacrer à la tâche qui lui est réservée).

Mobiliser le maximum d'adeptes et de responsables.

Récolter de l'argent efficacement, contrôler les dépenses et investir dans l'intérêt général.

Missions suggérées :

Procéder à un sondage réservé aux travailleurs de l'islam (l'homme adéquat à l'endroit adéquat).

Etablir des calendriers avec les horaires des travailleurs et des spécialistes et utiliser ces efforts à bon escient et en temps voulu (effort adéquat au bon moment).

Engagement des institutions économiques adéquates pour appuyer la cause financièrement.

Le troisième point de départ : Concilier engagement international et souplesse au niveau local.

Eléments :

Définir les lignes générales que tout le monde doit suivre.

Laisser une marge pour qu'il y ait suffisamment de souplesse au niveau local pour les questions qui ne s'opposent pas aux lignes générales de la politique islamique mondiale.

Procédures :

Le Mouvement, au niveau mondial, définit les domaines et

les questions islamiques d'ordre général qui requièrent l'engagement de tous selon des priorités préalablement définies.

La direction locale définit les questions locales qui relèvent de ses prérogatives, selon le principe de souplesse et selon des priorités préalablement définies.

Missions suggérées :

Engagement islamique mondial pour une libération totale de la Palestine et la création d'un Etat musulman, mission qui incombe à la direction mondiale.

Etablir un dialogue au niveau local avec ceux qui travaillent pour la cause selon la ligne politique mondiale du Mouvement. C'est à la direction locale de définir les contours de ce dialogue.

Le quatrième point de départ : Concilier engagement politique et nécessité d'éviter l'isolement d'une part, éducation permanente des générations et travail institutionnel d'autre part.

Eléments :

Liberté politique dans chaque pays en fonction de la conjoncture locale, sans pour autant participer à un processus de prise de décision qui serait contraire aux textes de la charia.

Inviter tout le monde à participer aux conseils parlementaires, municipaux, syndicaux et à d'autres institutions dont les conseils sont choisis par le peuple dans l'intérêt de l'islam et des musulmans.

Continuer d'éduquer les individus et les générations et de garantir la formation des spécialistes dans divers domaines selon un plan préalablement étudié.

Construire des institutions sociales, économiques, scientifiques et dans le domaine de la santé et pénétrer le domaine des services sociaux pour être en contact avec le peuple et pour le servir par le biais des institutions islamiques.

Procédures :

Etudier les environnements politiques divers et les probabilités de réussite dans chaque pays.

Planifier des missions d'études spécialisées qui se penchent sur des domaines rares tels que la communication, l'histoire de l'islam, etc.

Faire des études de faisabilité qui portent sur diverses institutions et les créer en fonction des priorités établies dans chaque pays.

Missions suggérées :

Faire des études relatives aux expériences des politiques islamiques et en tirer des leçons.

Donner un avis politique islamique sur les questions urgentes.

Soutenir des questions locales importantes dans un cadre islamique telles que les questions des travailleurs, des syndicats, etc.

Créer un certain nombre d'institutions économiques, sociales et dans le domaine de la santé et de l'éducation, selon les moyens à disposition pour servir le peuple dans un cadre islamique.

Le cinquième point de départ : S'employer à établir l'Etat islamique, parallèlement à des efforts progressifs visant à maîtriser les centres de pouvoir locaux par le biais du travail institutionnel.

Eléments :

Canaliser la pensée, l'éducation et le travail afin d'établir un pouvoir islamique sur terre.

Influencer les centres de pouvoir locaux et mondiaux au service de l'islam.

Procédures :

Préparer une étude scientifique sur la possibilité d'établir le règne d'Allah partout dans le monde selon des priorités établies.

Etudier les centres de pouvoir locaux et mondiaux, et les possibilités de les placer sous influence.

Conduire une étude moderne sur les concepts de soutien à la dawa islamique et à la loi islamique, et plus particulièrement sur les hommes influents dans l'Etat et le pays.

Missions suggérées :

Rédiger une Constitution islamique à la lumière des efforts déployés jusqu'à aujourd'hui.

Rédiger des lois islamiques, civiles, etc.

Choisir un endroit et le mettre au rang de nos priorités afin d'y établir un pouvoir islamique et y concentrer tous nos efforts.

Œuvrer dans diverses institutions influentes et les utiliser au service de l'islam.

Recourir au travail d'institutions islamiques spécialisées, économiques, sociales, etc.

Le sixième point de départ : Travailler avec loyauté au service des groupes et institutions islamiques dans divers domaines en s'accordant sur un terrain d'entente afin de « coopérer sur les points de convergence et mettre de côté les points de divergence ».

Eléments :

Coordonner le travail islamique dans une seule direction pour qu'il permette de jeter les bases de la croissance de la société musulmane et de consacrer le pouvoir d'Allah sur terre.

Chacun œuvre selon ses capacités dans le domaine qu'il choisit et qu'il maîtrise, l'essentiel étant la loyauté et la coordination des efforts.

Procédures :

Etudier la réalité des mouvements islamiques, en évaluer l'expérience pour entamer une collaboration entre eux.

Eviter de créer de nouveaux mouvements islamiques dans un pays qui compte déjà ne serait-ce qu'un mouvement, sérieux et complet.

Missions suggérées :

Coordonner le travail de tous ceux qui œuvrent pour l'islam, dans chaque pays, et établir un contact de qualité avec eux, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes.

Réduire les différends qui existent entre les travailleurs de l'islam et s'employer à résoudre leurs conflits selon la charia.

Le septième point de départ :

Accepter le principe d'une coopération provisoire entre les mouvements islamiques et les mouvements nationaux dans des domaines généraux et sur des points d'entente tels que la lutte contre la colonisation, la prédication et l'Etat juif sans pour autant devoir former des alliances. Cela requiert, en revanche, des contacts limités entre certains dirigeants, au cas par cas, tant que ces contacts ne contreviennent pas à la charia. Néanmoins, il ne faut pas leur prêter allégeance ou leur faire confiance, sachant que le mouvement islamique doit être à l'origine des initiatives et des orientations prises.

Eléments :

Conjuguer tous les efforts contre les forces suprêmes du mal en vertu du principe selon lequel il faut «lutter par un mal par un moindre mal».

Circonscrire la collaboration aux bases dirigeantes ou à un nombre limité d'individus pour maximiser le profit et minimiser les éventuels inconvénients.

Travailler dans cette optique pour réaliser des objectifs préalablement définis par la dawa.

Procédures :

Faire une étude pour évaluer les domaines qui ont fait l'objet d'une entraide entre des mouvements islamiques et d'autres mouvements et en tirer des leçons.

Etudier les domaines qui peuvent faire l'objet d'une coordination avec les autres et en délimiter les contours.

Etudier la pensée et les plans des autres mouvements.

Missions suggérées :

Chaque pays doit étudier les possibilités, à l'avenir, de renforcer la collaboration interne.

Le huitième point de départ :

Maîtriser l'art du possible, dans une perspective provisoire, sans abuser des principes de base, sachant que les préceptes d'Allah sont tous applicables. Il faut ordonner le convenable et interdire le blâmable, tout en donnant un avis documenté. Mais il ne faut pas chercher une confrontation avec nos adversaires, à l'échelle locale ou mondiale, qui serait disproportionnée et qui pourrait aboutir à des attaques à l'encontre de la dawa ou de ses disciples.

Eléments :

Evaluer l'éducation des individus et ne pas recourir excessivement à l'éducation moderne typique qui ne correspond pas à la réalité, qui est dépourvue de souplesse et qui peut avoir de graves conséquences telles que la confrontation entre individus pour une simple remarque ou un simple manquement.

Donner un avis documenté et scientifique, sous forme de discours, de communiqués ou de livres qui portent sur les évènements importants que vit notre Oumma. (Tr. communauté musulmane).

Eviter que le mouvement se heurte à des confrontations majeures qui pourraient encourager ses adversaires à lui porter un coup fatal.

Procédures :

Faire une étude pour évaluer les expériences des mouvements islamiques afin d'éviter les erreurs fatales.

Faire évoluer les méthodes d'éducation des individus pour qu'elles soient à la fois exemplaires et réalistes et pour qu'elles soient fidèles aux principes, tout en octroyant une souplesse suffisante qui permette d'affronter la réalité.

Missions suggérées :

Faire évoluer les programmes d'initiation des adeptes et procéder à une sensibilisation sur la base des expériences passées.

Préparer les individus selon des méthodes éducatives modernisées.

Le neuvième point de départ :

Construire en permanence la force de la dawa islamique et soutenir les mouvements engagés dans le jihad dans le monde musulman, à des degrés divers et autant que possible.

Eléments :

Protéger la dawa avec la force nécessaire pour garantir sa sécurité à l'échelle locale et mondiale.

Entrer en contact avec tout mouvement engagé dans le jihad où qu'il soit sur la planète, et avec les minorités musulmanes, et créer des passerelles, selon les besoins, pour les soutenir et établir une collaboration.

Maintenir le jihad en éveil dans l'Oumma.

Procédures :

Construire une force de sécurité autonome pour protéger la dawa et ses disciples localement et mondialement.

Etudier les mouvements engagés dans le jihad dans le monde musulman et au sein des minorités musulmanes pour mieux les connaître.

Missions suggérées :

Jeter des ponts entre les mouvements engagés dans le jihad dans le monde musulman et entre les minorités musulmanes, et les soutenir autant que possible, dans le cadre d'une collaboration.

Le dixième point de départ :

S'aider des systèmes de surveillance divers et variés, dans plusieurs endroits, pour recueillir des informations et adopter une communication avertie et efficace, à même de servir le mouvement islamique mondial. En effet, la surveillance, les décisions politiques et une communication efficace sont complémentaires.

Eléments :

Prendre des décisions politiques pour recueillir des informations importantes et précises.

<u>Diffuser la politique islamique pour qu'elle soit largement et efficacement couverte par les medias.</u>

Procédures :

Créer un système de surveillance moderne, par le biais de la technologie de pointe (ce qui complètera peut-être l'observatoire suggéré).

Créer un centre médiatique efficace et sérieux.

Missions suggérées :

Mise en garde des musulmans quant aux dangers qui les menacent et aux complots internationaux fomentés à leur encontre.

Donner un avis sur les questions d'actualité et les questions d'avenir.

Le onzième point de départ :

Adopter la cause palestinienne sur un plan islamique mondial, sur un plan politique et par le biais du jihad, car il s'agit de la clé de voûte de la renaissance du monde arabe d'aujourd'hui.

Eléments :

Donner un avis, sous un angle islamique, sur tous les sujets, les solutions, les problèmes relatifs à la question palestinienne en se basant sur les préceptes de l'islam.

Préparer la communauté des croyants au jihad pour la libération de la Palestine. On pourra conduire l'Oumma pour réaliser les desseins du mouvement islamique surtout si la victoire nous revient, si Allah le veut.

Créer le noyau du jihad en Palestine, aussi modeste soit-il, et le nourrir pour entretenir cette flamme qui va éclairer le seul et unique chemin vers la libération de la Palestine, et pour que la cause palestinienne demeure vivace jusqu'au moment de la libération.

Procédures :

Recueillir suffisamment de fonds pour perpétuer le jihad.

Faire un sondage sur la situation des musulmans et de l'ennemi en Palestine occupée.

Missions suggérées :

Faire des études sur les juifs, ennemis des musulmans, et sur l'oppression infligée par ces ennemis à nos frères en Palestine occupée, outre les prêches et les publications.

Lutter contre le sentiment de capitulation au sein de l'Oumma, refuser les solutions défaitistes, et montrer que la conciliation avec les Juifs porterait atteinte à notre mouvement et à son histoire.

Faire des études comparatives entre les croisades et Israël, et la victoire sera du côté de l'islam.

Créer des cellules de jihad en Palestine, les soutenir pour qu'elles couvrent toute la Palestine occupée.

Créer un lien entre les moujahidin en Palestine et ceux qui se trouvent en terre d'islam.

Nourrir le sentiment de rancœur à l'égard des Juifs et refuser toute coexistence.

Le douzième point de départ :

Savoir recourir à l'autocritique et à une évaluation permanente de la politique islamique mondiale et de ses objectifs, de son contenu, de ses procédures afin de s'améliorer. C'est un devoir et une nécessité selon les préceptes de la charia islamique.

Eléments :

Faire une autocritique constructive pour éviter les écueils.

Procéder à une évaluation constante sur des bases scientifiques qui permette d'édifier des politiques.

Améliorer les politiques islamiques en tirant profit des expériences passées doit être un objectif clair et primordial.

Procédures :

Evaluer les pratiques actuelles et tirer profit des expériences passées.

Demander aux responsables dans les divers pays ainsi qu'aux individus de chaque pays de donner leurs avis quant aux directions, aux méthodes et aux résultats obtenus.

Missions suggérées :

Produire un document officiel sur la politique islamique mondiale.

Sensibiliser les pays, les responsables et les individus à cette politique.

Commencer à appliquer cette politique, à l'évaluer annuellement et à l'améliorer le cas échéant.

Syrie

L'Armée Syrienne Libre (ASL)

Nous avons cru utile de reproduire l'article, ou plus exactement la partie de l'article, intitulé **Le terrorisme anti-syrien et ses connexions internationales**, que vient d'écrire le militant d'extrême-gauche belge, d'origine turque, **Bahar Kimyongür**. Nous avons sélectionné en effet, le paragraphe que Kimongür a consacré à l'ASL, son état actuel, ses activités, ses soutiens. Kimyongür est particulièrement concerné par le sujet, son père étant issu de la minorité arabe alaouite du Hatay, province turque limitrophe de la Syrie, où sont implantés les camps de réfugiés syriens, mais qui sert de base aussi aux bandes ASL contrôlés par le gouvernement turc. Bahar Kimyongür est, de fait, très engagé contre la politique, intérieure et extérieure, d'Erdogan, même si c'est en Belgique, où il est né, qu'il milite, dans les rangs de l'extrême-gauche. Son soutien à une organisation similaire turque, considéré comme « terroriste » par Ankara, lui a justement valu une condamnation à de la prison par la justice belge – finalement annulée au terme de… trois procès en appel, la ou les procédure s'étant étalées entre 2006 et 2010 ! Par ailleurs, notre homme a été l'objet d'une demande d'extradition de la part de l'Etat turc, demande rejetée par la Belgique.

Il y a donc un sérieux contentieux entre Bahar Kimyongür et le gouvernement turc. Et donc l'ASL auquel il consacre ce texte très intéressant, apparemment bien renseigné, assorti d'une analyse rapide de la désinformation des médias occidentaux sur le sujet. Sur les effectifs possibles de l'ASL, sur son mode de recrutement, sur la concurrence des autres groupes armés, politico-religieux, Kimyongür dit des choses intelligentes et fort crédibles.

L'article complet de Kimyongür passe en revue justement les autres groupes djihadistes, et il se livre aussi à une inspection des appuis dont l'opposition armée jouit en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Irak, en Arabie séoudite et au Qatar. C'est méthodique, clair, argumenté, et donc très éloigné de la plupart des analyses disponibles sur le sujet sur le « marché médiatique mainstream ».

Par ailleurs il a publié en mars un ouvrage (en français) consacré à la crise syrienne et à la désinformation qu'elle a suscitée, Syriana, la conquête continue, aux Editions Couleurs Livres (préface de Michel Collon).

« Un regard sans complaisance, mais pas sans arguments, sur l'opposition syrienne

Le mythe de l'ASL

par Bahar Kimyongür

Il faut le reconnaître: les chasseurs de dictateurs qui peuplent les rédactions des grands organes de presse sont passés maître dans l'art du camouflage quand il s'agit de présenter des « résistants » qui servent les intérêts de leur camp. En véritables chirurgiens esthétiques, ils vous transforment l'Armée syrienne libre (ASL) en mouvement de résistance démocratique brave et sympathique composé de déserteurs humanistes dégoûtés par les atrocités commises par l'armée syrienne. Il n'y a aucun doute que l'armée du régime baassiste ne fait pas dans la dentelle et commet d'impardonnables exactions contre des civils, qu'ils soient terroristes, manifestants pacifistes ou simples citoyens pris entre deux feux. A ce sujet, les médias mainstream nous abreuvent *ad nauseam* de crimes imputés aux troupes syriennes parfois à raison mais le plus souvent à tort.

Car en termes de cruauté, l'ASL ne vaut pas vraiment mieux. Seuls quelques rares journalistes comme le néerlandais Jan Eikelboom osent montrer l'envers du décor, celui d'une ASL sadique et crapuleuse. La correspondante à Beyrouth du *Spiegel,* Ulrike Putz vient, elle aussi, d'égratigner la réputation de l'ASL. Dans une interview mise en ligne sur le site de l'hebdo allemand, Ulrike Putz a mis en lumière l'existence d'une « brigade d'enterrement » chargée d'exécuter les ennemis de leur sinistre révolution à Baba Amr, le quartier insurgé de Homs repris par l'armée syrienne. **L'égorgeur interrogé par *Der Spiegel* attribue 200 à 250 exécutions à sa brigade des croque-morts,** soit près de 3% du bilan total des victimes de la guerre civile syrienne depuis un an. Du côté des institutions humanitaires, **il a fallu attendre la date fatidique du 20 mars 2012 pour qu'une éminente ONG, à savoir Human Rights Watch, dont la traduction signifie bien « guetteur des droits de l'homme » reconnaisse enfin les tor-**

tures, exécutions et mutilations commises par les groupes armés opposés au régime syrien. Après 11 mois de terrorisme insurgé… A la bonne heure ô infaillible sentinelle ! «Sah Al Naum», comme on dit en arabe à quelqu'un qui se réveille.

Passons à une autre info qui écorne un peu plus la renommée de l'Armée syrienne libre et leurs appuis atlantistes. D'après des sources diplomatiques et militaires, l'ASL, cette armée dite de « déserteurs » manquerait d'effectifs militaires. Pour pallier cette pénurie de combattants, l'ASL enrôlerait des salafistes à tour de bras. C'est le cas du bataillon Al Farouq de l'ASL qui s'était rendu célèbre par ses enlèvements d'ingénieurs civils et de pèlerins iraniens, par ces tortures et ces exécutions sommaires. La difficulté de recruter des conscrits est somme toute fort logique puisqu'un déserteur est par définition un homme qui abandonne le combat. Déserter signifie quitter la guerre. Dans le cas syrien, de nombreux déserteurs se constituent réfugiés et quittent le pays. La propagande de guerre occidentale affirme que s'ils quittent l'armée ou ne répondent pas aux appels sous les drapeaux, c'est parce qu'ils refusent de tuer des manifestants pacifiques. En réalité, ces jeunes recrues craignent autant de tuer que de mourir. Ils affrontent un ennemi invisible rompu aux techniques de guérilla, qui tire aveuglément sur des pro- et des anti-régime et qui n'hésite pas à liquider ses prisonniers selon un rituel sordide de décapitation et de dépeçage. La terreur qu'inspirent les groupes armés dissuade légitimement de nombreux jeunes de risquer leur vie en circulant en uniforme. Alors, ils choisissent de quitter l'armée et le pays.

Par exemple, les déserteurs kurdes syriens se réfugient dans la région autonome du Kurdistan irakien. A Erbil surtout, dans un quartier peuplé de Kurdes syriens que l'on surnomme « le petit Qamishli ». D'autres rejoignent les camps de réfugiés d'Irak, du Liban, de la Turquie ou de la Jordanie. Le terme de «déserteur » servant à désigner les militaires qui ont fait défection pour rejoindre le camp adverse et tirer sur leurs anciens camarades est donc inapproprié. Il serait plus correct de parler de transfuges.

Voici une analyse de *Maghreb Intelligence*, une agence que l'on ne peut soupçonner de collusions avec le régime de Damas et qui appuie la thèse de la démobilisation des jeunes appelés, de la faiblesse de l'ASL et de la présence de salafistes armés sur le champ de bataille :

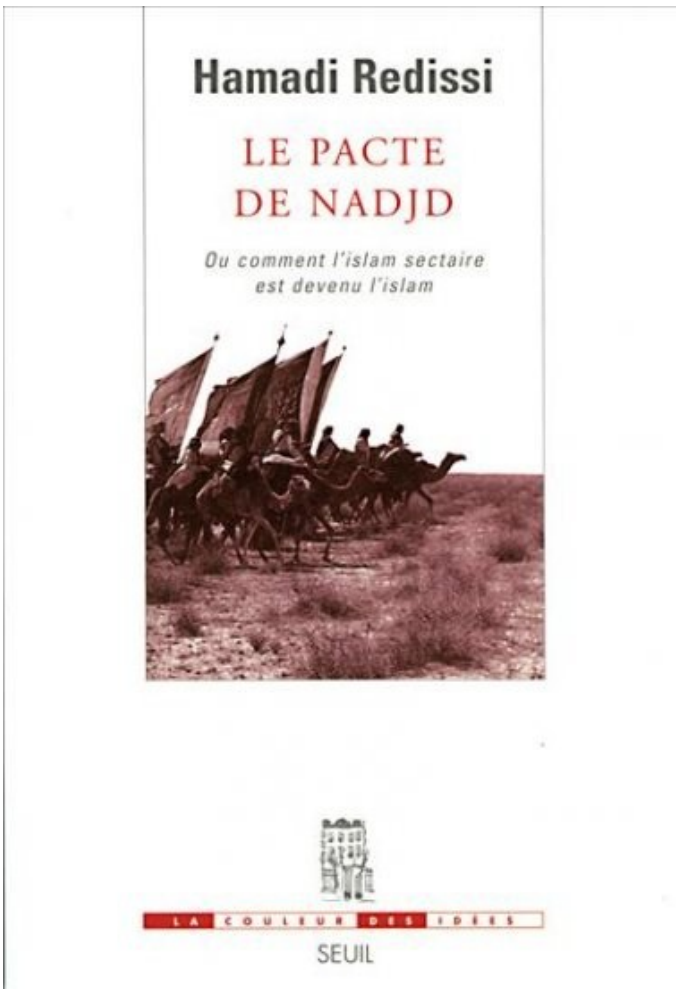
« **D'après un rapport émanant d'une ambassade européenne à Damas et corroboré par des enquêtes menées par des centres de recherches français à la frontière turque, l'Armée Libre Syrienne -ALS- ne compterait en tout et pour tout que quelque 3000 combattants. Ils sont pour la plupart armés de fusils de chasse, de Kalachnikov et de mortiers de fabrication chinoise provenant d'Irak et du Liban. D'après ce rapport, l'ALS n'a pas pu enrôler la majorité des 20 000 militaires qui auraient déserté l'armée de Bachar Al Assad.** D'ailleurs, l'ALS est particulièrement présente dans les camps de réfugiés établis sur le territoire turc. A Hama, Deraa et Idlib ce sont davantage des groupes armés salafistes qui donnent la réplique à l'armée syrienne. Ces salafistes, particulièrement violents et déterminés, proviennent dans leur grande majorité de la mouvance sunnite radicale active au Liban.

A part le fait d'être impitoyable, infiltrée par des groupes sectaires et en manque d'effectifs, l'Armée syrienne libre est désorganisée. Elle n'est pas chapeautée par une direction centrale et unifiée.

De nombreuses indications, notamment les saisies d'armes réalisées à divers postes-frontières du pays, montrent que l'ASL reçoit des armes de l'étranger et ce, depuis le début de l'insurrection, ce que l'ASL démentait avant de demander ouvertement une intervention militaire étrangère sous forme de bombardements, d'appui logistique ou de création de zones-tampons. Au début de son insurrection, le groupe armé dissident ne voulait visiblement pas donner l'image d'une cinquième colonne agissant pour des forces étrangères ni compromettre ces généreux mécènes que l'on devine. On se souviendra que dans le documentaire de propagande anti-Bachar réalisé par Sofia Amara, intitulé « Syrie : Permis de tuer » et diffusé sur la chaîne franco-allemande Arte en octobre 2011, un soldat de l'ASL est sur le point de révéler ses fournisseurs étrangers quand son supérieur le somme de se taire.

Histoire

Naissance du Wahhabisme, partie 1 (1740-1945)



Le livre de **Hamadi Redissi** qui nous à aider à réaliser cette synthèse. Professeur de philosophie politique à l'Université de Tunis, il a été agressé physiquement en février dernier par des salafistes en Tunisie comme d'autres intellectuels...le totalitarisme wahhabitte est plus fort que jamais.

Le pacte de Nadj en 1745, comment l'émir Saoud fit du Wahhbisme sa religion d'état

Al-Wahhab fils de cadi, a appris le coran par cœur dès l'âge de dix ans. Il devient imâm à douze puis entrepend des voyages initiatiques au Hedjaz (région de la Mecque et Médine), à Bassora en terrain chiite, puis revient auprès de son cadi de père en 1740 à Huraymala. Il y rédige son « oeuvre » phare *Le Livre de l'unicité ou le droit de Dieu sur ses serviteurs* (Kitab al-Tawhid), et peu après *Lumières sur les questions douteuses* où il exprime son aversion pour les adeptes du paganisme qu'il faut exterminer.

Il commence à sérieusement inquiéter les Ulémas officiels lorsqu'il décide de détruire la tombe d'un frère du calife Omar, mort durant « les guerres d'apostasie » (632-634), et de lapider une femme qui a commis l'adultère, pratique certes écrite dans les textes coranique mais qui avait disparu.

Aussi, son initiative d'écrire à tous les potentats arabes du monde musulmans en les appelant à adopter sa doctrine achèvent d'exaspérer les ulémas.

Le chef de la tribu locale des Bani Khaled, qui contrôle la région voisine de l'Asha peuplée de chiites se plaint au protecteur de Al-Wahhab, Ibn Muammar, des conséquences des prêches de l'idéologue voulant tuer les Chiites Ce dernier expulse alors Al-Wahhab de sa région natale.

Al-Wahhab trouva alors refuge dans la ville de Dir'iyya, dans la région du Nadj, chez ses disciples dont deux furent les frères de l'émir Ibn Saoud. Un rendez-vous historique fut pris, où l'émir se déplaça à la rencontre du cheikh al-Wahhab.

L'entretien résume alors cette alliance entre le royaume et l'idéologie extrémiste :

L'émir Ibn Saoud: « *Réjouis-toi d'être accueilli dans la ville plus amène que tu viens de quitter et sois assuré des honneurs et de la protection.*

Le cheikh AL-Wahhab: *Réjouis-toi également des honneurs, de la gloire et de la puissance qui t'attendent, pourvu que tu adhères au crédo de l'unicité divine proclamé par tous les prophètes, du premier au dernier (il n'est de dieu que Dieu); celui qui s'y tient et le met en œuvre est assuré de dominer la terre et les hommes.*

- L'Emir: O cheikh! *Ceci est indubitablement la religion de Dieu et de son Prophète; réjouis-toi de ta victoire; nous appliquerons ce que tu ordonnes et ferons le jihad contre ceux qui s'écartent de l'unicité divine? Seulement, je dois poser deux conditions: j'ai bien peur que tu nous quittes et que tu ne t'allies à quelqu'un d'autre, une fois que nous t'apporterons notre soutien et que nous combattrons au nom de Dieu- si jamais il nous assurait ensemble la victoire. Quant à la deuxième condition, mes sujets me doivent selon un règlement, une part de leur récolte, et j'ai bien peur que tu me dise que je ne dois rien leur prendre.*

-Le Cheikh :*Pour ce qui est de la première condition, tends la main: sang pour sang et destruction pour destruction, quant à la seconde, peut être que Dieu permettra de conquérir un bien plus grand butin.*

L'émir tend sa main et accorde l'allégeance au cheikh au nom de la religion de Dieu, de son Prophète, du jihad, de l'application des règles islamiques et de la commanderie du bien et de l'interdiction du mal »

Rapporté par Hassine ibn Ghannam (+1810) disciple et biographe attitré d'Ibn al-Wahhab dans son livre Rawda [jardin].

Lors du premier règne du roi Muhhamad Ibn-Saoud, de 1745 à 1818, l'extension de l'embryon étatique du Nadj est lancée grâce au djihâd qui devient un des piliers doctrinaux.

Hamadi Redissi, professeur à l'université de Tunis et auteur du « Pacte de Nadj » auquel nous empruntons nombre d'informations, écrit :

« *Les wahhabites ont réinventé le manichéisme. Force contre force: « musulmans », gens « de la religion», « de la croyance », « de la communauté », « de l'unité et de la foi », contre « les impies », les « gens de l'erreur », les « égarés », les « apostats » et « les partisans de la discorde ». Le jihad est donc légitime. Trois cibles sont particulièrement visées: les Bédouins ignorants, les saints innovateurs, les ulémas égarés.*

Les conquêtes s'égrènent les unes après les autres, d'une façon désordonnées et dans toutes les directions, d'est en ouest, du nord au sud, du Nadj vers le Hedjaz. Bahrein, Koweit, Qatar, Yémen, Syrie et Irak ne sont pas épargnés. La guerre, entreprise sur un modèle classique, est un ballet sans fin d'incursions et de retraites, de raids-suerprise et d'expéditions punitives à l'ancienne »

En 1763 ils perdent 400 hommes contre les Yéménites et les habitants du Nadjran, mais perçoivent ce camouflet comme une épreuve divine « pour connaitre ceux qui luttent et ceux qui sont constant dans l'adversité » (Coran, sourate 47:31)

Le professeur Redissi explique que « *les wahhabites appliquent les règles du jihad à la carte. Ils détruisent les plantations, pillent les récoltes, démolissent les édifices et les maisons, évacuent les bourgs et les villages. Ils exécutent les combattants et leur tranche parfois la gorge* »

Riyad ne tombe qu'en 1773 après de longues tentatives qui feront 1700 morts parmi les wahhabites.

La région de l'Asha tombe en 1793, puis c'est au tour de l'Iraq d'être dans la ligne de mire.
Al-Wahhab meurt en 1793.

En 1801, suite à une violente dispute entre caravaniers wahhabites et chiites sur la tombe sacrée de l'imâm Ali , vénérée par les chiites à Karbala, 30 wahhabites sont tués. La riposte est impitoyable, 14 000 hommes sont dépêché en renfort côté wahhabite, et le massacre marquera jusqu'aux chroniqueurs européens de l'époque. Un massacre qui a fait entre 2000 et 5000 victimes selon les sources. Enfants, femmes enceintes éventrées . Ce fut le point de départ de l'aversion irrémédiable entre chiites et wahhabites, qui s'exprime encore aujourd'hui dans ce même Irak où se situe Karbala.

Pour prendre La Mecque, cinquante-six expéditions guerrières sont menées rapporte le chroniqueur Zayni Dahlan. La ville tombe une première fois en 1803, Médine en 1805. Les richesses de Médines sont aussitôt pillées : le trésor du prophète riche en bijoux en or, l'épée du calife Haroun Al-Rashid, une étoile en diamant surplombant le tombeau du prophète, le tout transféré dans le fief de Abdelaziz Saoud, fils de Muhammad et nouvel émir, à Dir'iyya.

Les Wahhabites sont détestés par les habitants. Ils imposent leur ordre impitoyable, interdisent le tabac, les livres mystiques (tel le *Jardin des parfums* de Yafi'i), ils banissent les chapelets lors de la prière, les litanies, le rappel méritoire du souvenir des hommes de bien disparus, la célébration festive du Mouled (célébrant la naissance du Prophète). La prééminence religieuse des chérifs est abolie, la prière est obligatoirement menée par un imâm wahhabite. Selon le chroniqeur Ibn Bishr, seule source historique disponible, les islamistes passèrent une dizaine de jours à détruire les symboles du paganisme « jusqu'à ce qu'ils les eussent réduits en cendres ».

Les Ulémas sont mis au parfum: ils doivent maintenant se plier à la seule école juridique hanbalite, remise au goût du jour par les wahhabites.

Le troisième descendant de Ibn Saoud succédant à Abdelaziz, Saoud Ibn Saoud, rallie la tribue bédoine la plus importante de l'Arabie, les Anza riche de 60 000 hommes.

La Porte siffle la fin de la récréation

L'empire Ottoman s'inquiète des velléités guerrières de la secte, et ordonne au Khédive égyptien Muhammad Ali en décembre 1807 de « résoudre la question des Wahhabites ». Le gouverneur Damascène, Youssef Pacha, aussi sous domination ottomane, lui propose une action conjointe.

En 1808, une lettre du commandement militaire ottoman établi au Hedjaz signale que la prière dans les Lieux saints se fait au nom de Saoud, « chef de la bande des sortants usurpateurs », qui s'est autoproclamé « calife des musulmans ». De plus, Saoud a osé remplacé le « revêtement du bonheur » en soie noire qui recouvre la Kaaba (que les Egyptiens renouvellent en grande cérémonie chaque année au pèlerinage) par une banale étoffe ceinte de rayures rouge, sur lequel Saoud a fait inscrire « il n'est autre dieu que Dieu , Saoud est le calife de Dieu ». C'en est trop.

14 000 hommes sont mobilisés par Muhammad Ali. La campagne commence en 1811. La Mecque tombe en 1813. Saoud meurt en 1814 et est remplacé par son fils Abdallah qui ne pourra que s'incliner. Le fief wahhabo-saoudien, Dir'iyya est prise en 1818 après six mois de siège. Vingt-et-un princes saoudiens meurent lors de la prise de la ville, c'est l'hécatombe et beaucoup de wahhabites passent au camp adverse.

Le roi Abdallah est fait prisonnier. Il est accusé d'avoir pillé la tombe du prophète. On le promène trois jours dans les rues en l'humiliant, puis il est exécuté. Dir'iyya est rasée puis vidée de ses habitants. C'est aujourd'hui une curiosité archéologique de vieilles pierres. Les rescapés de la lignée des Saoud émigrent au Qatar et au Koweit auprès de la famille Sabbah, de la tribu wahhabite des Anza.

Aussitôt les égyptiens repartis, un cousin des Saoud, Turki, restaure le wahhabisme entre 1821 et 1834. Il prend

Riyad pour capitale et ne contrôle guère que le Najd.

Puis c'est la lignée des Rachid qui y règne au début du Xxeme siècle.

Abdelaziz Ibn Saoud ressuscite la secte et forme le troisième royaume.

Au début du XXeme siècle, la famille royale réfugiée au Koweit entreprend de reconquérir le Najd. En 1902, Abdelaziz prend d'assaut Al-Masmak, le palais de Riyad, avec une quarantaine d'hommes, dont les noms figurent depuis sur une plaque commémorative d'or à l'entrée du Palais. Abdelaziz a 18 ans.

Limité en homme, il cherche à s'attirer à lui les tribus environnantes, et pour ce faire endoctrine des nomades au wahhabisme. Il crée des campements pour les sédentariser et rallie à lui les tribus des Mutayr, 'Utayba, Harb et Shummar. Le gouvernement fixe l'emplacement d'une nouvelle ville, fournit le matériel agricole, bâtit les habitations, et construit évidemment les mosquées. Les imâms s'occupent de l'administratif, chaque colonie est dirigée par un émir, des ulémas leur enseignent le wahhabisme.

Les Frères deviennent la phalange armée de Saoud.

Cet ensemble formaté va devenir la secte des Ikwan , des Frères, (à ne pas confondre avec les Frères Musulmans qui ne verront le jour qu'en 1928 en Egypte).

Leur force de frappe comprend 150 000 hommes !

Le jihad est alors relancé tous azimuts. En 1920 l'aviation anglaise arrête leur progression vers le Koweit, malgré leur soutien au roi Saoud, ils veulent marquer l'arrêt de ses enfants turbulents.

Les Anglais obligent Ibn Saoud à signer un traité territorial avec le Koweit le 7 décembre 1922. Ils installent au même moment le roi Fayçal en Irak et Abdallah en Transjordanie un peu plus tard.

Les Ikwan ne comprennent pas ces soumissions diplomatiques et marchent sur Karbala en 1922.

Faycal Ibn Saoud (ne pas confondre avec le Fayçal d'Irak), ainé de Abdelaziz, décide en 1924 lors d'une conférence à Ryad d'envoyer ses Ikwan reprendre La Mecque et Médine, après que le chérif Hussein contrôlant le Hedjaz (région de ces deux villes) ait interdit le pèlerinage aux Ikwan.
En 1926 les Ikwan attaquent la caravane égyptienne se dirigeant vers le pèlerinage.

Puis les Ikwan acceptent mal l'encadrement de Saoud, sa reconnaissance des frontières avec ses voisins, son ouvertures aux nouvelles technologies « diaboliques » (radio; télégraphe, téléphone), l'autorisation à des bédouins Irakiens et Transjordaniens à faire paître leurs troupeaux sur les terres saoudiennes, et quelques concessions aux chiites et chaféites.

En 1928, Ibn Saoud est obligé d'organiser une conférence géante avec les chefs de tribus et les Ikwan réunissant 16 000 personnes à Riyad. Cela n'apaise guerre les esprits et Saoud lève une armée pour affronter les Ikwan en 1929/ C'est l 'épisode de la « discorde ». Les Ikwan sont mattés.

Une discorde de courte durée. Ibn Saoud emploit en 1930 les précieux djihadistes Ikwan pour un jihad contre Abdallah de Jordanie. En 1932 contre les Yémenites.

L'historien Philby parle alors en 1936 de « Pax Wahhabica », la pénisule arabe étant alors pacifiée (le djihâd dans cette zone est terminé), les vétérans de la guerre son choyés par Saoud.

Lors de la rencontre très fameuse de Ibn Saoud avec Roosevelt sur le bateau Quincy de 1945 afin de célébrer le « **pacte pétrolier** » qui permettra aux saoudiens d'obtenir l'aide technologique des américains afin d'extraire leur pétrole, Ibn Saoud fut accompagné d'un lieutenant du chef Ikwan Ibn Badjid, Majid ibn Khatila qui aura le titre de « Sultan de la religion ».

Le Pacte de Quincy a été scellé en février 1945 sur le croiseur USS Quincy (photo) entre le roi Ibn Séoud, fondateur du royaume d'Arabie saoudite, et le président américain Franklin Roosevelt, de retour de la conférence de Yalta.

Il s'articule sur cinq points :

- Le président Roosevelt en compagnie de Abdelaziz Al Saoud et de William Leahy sur le Quincy

- La stabilité de l'Arabie saoudite fait partie des "intérêts vitaux" des États-Unis qui assurent, en contrepartie, la protection inconditionnelle du Royaume contre toute menace extérieure éventuelle.

- Par extension la stabilité de la péninsule arabique et le leadership régional de l'Arabie saoudite font aussi partie des « intérêts vitaux » des États-Unis.

- En contrepartie, le Royaume garantit l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, la dynastie saoudienne n'aliénant aucune parcelle de son territoire, les compagnies concessionnaires ne seraient que locataires des terrains.

Les autres points portent sur le partenariat économique,

commercial et financier saoudo-américain ainsi que sur la non-ingérence américaine dans les questions de politique intérieure saoudienne.

Comme l'écrit Hamadi Rédissi, « *les Frères (Ikwan) ont formé une armée morale de « libres chevaliers » (…)[qui] introduisent l'ascétisme, la brutalité et le martyre- des mœurs étrangères jusque-là à des nomades incultes qui ne se battaient que par esprit de vengeance ou à des fins de razzia.* ***Ils généralisent le fanatisme à grande échelle. Leur aura demeure à ce jour intacte auprès des milices religieuses, les comités du contrôle du vice et de la promotion de la vertu. »***

Une remarque sur ce numéro ? Participer au future courier des lecteurs ? veliocas@gmail.com

En vous abonnant pour 12 numeros, vous assurer notre pérennité.

JEAN ROBIN PRÉSENTE
ENTRE LA HAINE ET L'ESPOIR
Ce que disent les médias arabes et iraniens et dont personne n'a jamais osé vous parler.
POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANÇAIS
TATAMIS

L'abonnement vous donne droit à un exemplaire dédicacé de *Ces Maires qui courtisent l'islamisme*, ou, si vous l'avez déjà, au livre *Entre la haine et l'espoir*, sur le contenu des chaînes sattelitaires arabes.

71 euros pour l'abonnement qui donne droit de télécharger tous les anciens numéros.

Les grands entretiens precedents :

Mars 2012: Professeur **Marie Thérèse-Urvoy ,** islamologue de l'université et arabisante.

Janvier 2012 : Professeur **Sami Aldeeb Abu Salieh**, islamologue de l'université et arabisant.

Décembre 2012: Historien **Louis Chagnon,** sur son livre la conquête musulmane de l'Egypte.

Novembre 2012 : Historien **Paul Fenton,** directeur adjoint du department d'études arabes et hébraique à l'université Panthéon-Sorbonne sur son dernier ouvrage, *L'exil au Maghreb, conditions des Juifs sous l'islam de 1148 à 1912.*

S'abonner en ligne ou par chèque à l'ordre de la société d'édition :

L'Atelier, 25 rue de Ponthieu, 75008 Paris.